



Nations Unies

# Assemblée générale

## AG/11423

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Assemblée générale

Soixante-huitième

5<sup>e</sup> - 6<sup>e</sup> & 7<sup>e</sup> séances plénières

Matin - après-midi & soir

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: RENTRÉE MARQUÉE PAR LA MAIN TENDUE DE L'IRAN SUR LE DOSSIER NUCLÉAIRE ET LES APPROCHES AMÉRICAINE ET FRANÇAISE À LA CRISE SYRIENNE**

Le Président de l'Assemblée générale a eu beau placé cette soixante-huitième session sous le signe « du programme de développement pour l'après-2015 », c'est la main tendue du Président de l'Iran sur le dossier nucléaire et les approches américaine et française de la crise syrienne qui ont marqué l'ouverture du débat général.

Ce rassemblement annuel de dirigeants et de dignitaires du monde ne doit pas être considéré comme une routine ou une tradition de plus, a voulu M. John Ashe, Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale. Au contraire, il doit contribuer à un objectif plus large: « nous engager à nouveau en faveur des idéaux nobles qui sont au cœur de notre Organisation ».

En écho, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a appelé à un programme de développement pour l'après-2015 capable de définir une seule et unique série d'objectifs tout en s'abstenant de toute hiérarchie entre les trois dimensions du développement. « La protection de l'environnement et la justice sociale ne doivent pas être reportées à plus tard, une fois que la croissance économique sera assurée. »

Ni le Président de l'Assemblée ni le Secrétaire général n'ont pour autant oublié les problèmes liés à la paix et à la sécurité internationales. La paix restera un mirage tant que nous ne nous attaquerons pas au problème des armes, a dit M. Ban. Le désarmement nucléaire n'avance pas, s'est-il impatienté. Justement, dans ce qui était sa première apparition à la tribune de l'Assemblée générale, le nouveau Président de l'Iran, M. Hassan Rouhani, a affirmé que son pays est prêt à s'engager « immédiatement » dans des pourparlers pour dissiper « en toute transparence » les incertitudes qui entourent son programme nucléaire.

Après les dernières élections, l'Iran, a insisté M. Rouhani, « agira de manière responsable dans les domaines de la sécurité nationale et internationale ». Si on parvient à régler le problème du programme nucléaire iranien, a semblé répondre le Président américain, M. Barack Obama, il sera possible de faire un grand pas vers des relations différentes entre les États-Unis et l'Iran, des relations fondées sur les intérêts et le respect mutuels ».

Les mots doivent être suivis d'actes, a prévenu le Président Obama, convaincu que la voie diplomatique doit être explorée, laquelle voie a toujours été sa préférence dans le dossier

syrien, a-t-il affirmé aujourd'hui. Mais, a-t-il dit, sans une menace militaire crédible, le Conseil n'aurait montré aucune volonté d'agir. Le Président Obama, qui a clairement imputé l'attaque à l'arme chimique du 21 août au régime du Président BasharAl-Assad, a reconnu que ce dernier a bien donné la liste de ses armes chimiques, conformément à l'Accord russo-américain. Comme étape suivante, M. Obama a demandé une résolution « forte » du Conseil de sécurité prévoyant des conséquences au cas où la Syrie cesserait de respecter ses engagements.

Après avoir rejeté dans une longue argumentation l'idée que les États-Unis s'ingèrent dans les affaires intérieures des États, le Président américain a tout de même douté, en interpellant la Fédération de Russie et l'Iran, qu'un leader qui assassine ses citoyens et répand sur des enfants des gaz mortels puisse recouvrer la légitimité de diriger un pays profondément divisé.

L'objectif, a renchéri le Président français, M. François Hollande, est d'installer un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs dont la mission sera de rétablir la paix civile, de protéger toutes les communautés et d'organiser, le moment venu, des élections. Pour ce faire, il a appelé à la convocation dans les meilleurs délais de la deuxième Conférence de Genève. Aux cinq membres permanents du Conseil et aux pays voisins de la Syrie, le Président de la Turquie, M. Abdullah Gül, a réclamé une stratégie politique sur la crise des réfugiés syriens.

Son homologue français a aussi attiré l'attention sur la situation en République centrafricaine, « où le chaos s'est installé ». Il a voulu que le Conseil de sécurité donne mandat et moyens logistiques et financiers à une force africaine dont la première mission sera de rétablir la stabilité.

La question de la réconciliation postconflit, qui ne manquera pas de se poser en Syrie et en République centrafricaine, a été largement développée par le Président de la Colombie. M Juan Manuel Santos Calderón a rappelé qu'après 50 ans de conflit, son pays est le premier à s'engager dans un processus de paix depuis l'adoption du Statut de Rome. Il a multiplié les conseils: la justice et la lutte contre l'impunité visent à satisfaire les victimes et pas seulement à administrer la justice pénale; la justice doit appuyer la paix et non y faire obstacle; la question n'est pas de sacrifier la justice sur l'autel de la paix mais de réaliser la paix avec un maximum de justice.

« Respectueuse du droit », son homologue du Brésil, Mme Dilma Rousseff, est revenue longuement sur le « réseau mondial d'espionnage électronique » dont son pays a été victime. Elle a affirmé avoir demandé au Gouvernement américain « des explications, des excuses et la garantie que de telles procédures ne se produiraient plus ». Les assurances données aujourd'hui par le Président Obama ne l'ont pas empêché de proposer la création d'un cadre multilatéral civil de la gouvernance et de l'usage de l'Internet, afin d'assurer la protection effective des données qui transitent par le Web.

L'Assemblée poursuivra son débat général demain, mercredi 25 septembre, à partir de 9 heures.

## **RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION (A/68/1)**

### **Présentation du rapport par le Secrétaire général**

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré que chaque année, à cette époque, nous nous retrouvons non pas pour préserver le statu quo mais pour pousser le monde vers l'avant. Nous vivons une époque riche de possibilités. Nous sommes la première génération qui a les moyens de faire disparaître la pauvreté de la surface de la terre.

Pourtant, a fait observer le Secrétaire général, des pressions de plus en plus fortes s'exercent sur la planète et ses habitants. Le climat se réchauffe. Les jeunes ne trouvent pas d'emploi. Les conflits perdurent. Les choses évoluent à la vitesse du siècle nouveau, souvent si vite que les mécanismes et les institutions créés pour un autre âge ne suivent pas.

Partout dans le monde, des gens descendent dans la rue ou occupent des places pour se faire entendre de ceux qui sont au pouvoir. « Ils veulent que vous, leurs dirigeants, vous les écoutiez. »

L'année 2015 est l'occasion d'écrire l'histoire, a dit le Secrétaire général. Le nouveau programme de développement doit être aussi mobilisateur que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il doit être universel, l'éradication de la pauvreté doit en être la priorité absolue, le développement durable, l'élément central, et la gouvernance, le ciment.

Il doit s'exprimer en une seule et unique série d'objectifs et ne doit pas établir de hiérarchie entre les trois dimensions du développement: la protection de l'environnement et la justice sociale ne doivent pas être reportées à plus tard, une fois que la croissance économique sera assurée. L'autonomisation des femmes et leurs droits doivent être au cœur de tout ce que nous faisons. Le XXI<sup>e</sup> siècle doit être le siècle des femmes. Le succès, a poursuivi le Secrétaire général, passe aussi par des efforts accrus du secteur privé. L'ONU doit se doter de plus de moyens encore pour travailler non seulement avec le monde des affaires et de la finance mais aussi avec la société civile et les organisations philanthropiques.

Les effets des changements climatiques, a poursuivi le Secrétaire général, menacent tous les acquis du développement. Ces périls s'accompagnent d'occasions à saisir: celle de changer nos modes de fonctionnement et nos plans d'urbanisme, nos moyens de transport et la façon dont nos maisons et nos usines sont alimentées en énergie. La voie d'une économie à faible émission de carbone s'ouvre devant nous – une voie qui peut mener à la création d'emplois et à une amélioration de la santé publique, tout en nous permettant de protéger l'environnement.

Le Secrétaire général a invité les dirigeants du monde à un sommet sur les changements climatiques qui se tiendra dans un an à New York. Il a espéré que ce sommet ouvrira la voie à l'adoption d'un instrument juridique ambitieux dans le cadre du processus relatif à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

M. Ban est ensuite passé « au plus grand problème que le monde connaisse actuellement en ce qui concerne la paix et la sécurité: la crise syrienne ». « Des comptes vont nous être demandés », a-t-il prédit. Il a appelé le Gouvernement syrien à s'acquitter intégralement et rapidement des obligations qu'il a acceptées en adhérant à la Convention sur les armes chimiques.

La communauté internationale doit tenir responsables ceux qui ont employé des armes chimiques en Syrie - « emploi indéniablement confirmé par la mission d'enquête des Nations

Unies ». Mais, a estimé le Secrétaire général, nous ne saurions nous contenter de détruire les armes chimiques pendant que la guerre continue de détruire la Syrie.

Il a demandé à tous les États d'arrêter d'alimenter le conflit sanglant qui déchire la Syrie et de mettre un terme aux livraisons d'armes à toutes les parties. Il a dit compter sur l'adoption d'une résolution contraignante du Conseil de sécurité sur les armes chimiques. Une intervention humanitaire devrait venir juste après, a précisé M. Ban. Il a également demandé au Gouvernement syrien et à l'opposition de se conformer aux obligations que leur font le droit international humanitaire et les droits de l'homme.

L'emploi d'armes chimiques, « acte odieux », a suscité un mouvement diplomatique, premier signe d'unité depuis bien trop longtemps. Nous devons, a-t-il suggéré, en tirer parti pour amener les parties à la table des négociations. « Toute victoire militaire est une illusion. La seule solution est un règlement politique. »

« Je demande instamment au Gouvernement syrien et à l'opposition- et, Mesdames et Messieurs, je demande instamment à tous ceux, ici présents, qui ont de l'influence et de l'autorité sur eux- de faire en sorte que la deuxième conférence de Genève se tienne », a plaidé le Secrétaire général.

Au-delà de la Syrie, toute la région connaît des tensions et des troubles, a-t-il reconnu, en prévenant que les difficultés sont immenses: il faut construire la démocratie et mettre en place un dialogue pluraliste, étouffer les flammes du fanatisme et combler le vide sécuritaire une fois desserré l'étau de la dictature. M. Ban s'est félicité de ce que les Israéliens et les Palestiniens aient repris des négociations directes.

Au-delà du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, il a dit voir des pays d'Afrique écrire un nouveau chapitre dans lequel le dynamisme va de pair avec la démocratie et une croissance économique aussi soutenue qu'impressionnante. Cela étant, a-t-il regretté, au Sahel, la misère et l'instabilité persistent. En République centrafricaine, l'ordre public s'est effondré. « Pourtant, de même que l'appel humanitaire pour la Syrie, notre appel à l'aide en faveur de ce pays ne suscite que des contributions désespérément insuffisantes. »

Et rien qu'au cours de cette dernière semaine, a-t-il fait observer, des attaques consternantes commises au Kenya, en Iraq et au Pakistan, nous ont une nouvelle fois, rappelé combien les terroristes peuvent faire du mal et causer de dégâts. Partout dans le monde, nous constatons une fois de plus que les droits de l'homme et la primauté du droit sont les fondements de la stabilité et de la coexistence. Il est temps de nous engager plus fermement en faveur de la justice internationale et de la Cour pénale internationale, a souligné le Secrétaire général.

Il a prévenu que la faillite des Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens serait une tragédie pour les Cambodgiens, qui ont si longtemps attendu la justice. Il a demandé à la communauté internationale de dégager les ressources nécessaires pour que toutes les affaires puissent être menées à terme.

Pour M. Ban, le fait que les États Membres et l'ONU aient été incapables d'empêcher et de faire cesser des violations graves des droits de l'homme a eu des conséquences désastreuses alors que les violations des droits de l'homme sont les meilleurs signaux annonciateurs de crises. En ce vingtième anniversaire de la Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme, il a promis de faire plus pour aider les États à parvenir rapidement à un consensus propre à prévenir les violations à grande échelle.

Mais le Secrétaire général a insisté sur le fait que la paix et l'exercice des droits de l'homme resteront des mirages tant que nous ne nous attaquerons pas au problème des armes.

Le désarmement nucléaire n'avance pas, s'est-il impatienté. Alors que les besoins de l'humanité sont immenses, les dépenses d'armement demeurent « absurdemment » élevées. Nous devons reconnaître les vraies priorités et investir dans les gens au lieu de gaspiller des milliards dans les armes.

Dans ce paysage mondial transformé, nous devons trouver de nouvelles manières de gouverner, de nous associer et de régler les problèmes, a conclu le Secrétaire général. Nous devons trouver les moyens d'être plus que l'équipe des premiers secours ou l'intervenant de dernier ressort. « Les changements sont inévitables mais les progrès ne le sont pas. C'est le leadership qui fait la différence. »

### **Déclaration d'ouverture du débat général**

M. JOHN W. ASHE, Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, a entamé son intervention en rappelant son parcours personnel, un voyage, a-t-il dit, qui a commencé il y a 60 ans à Antigua-et-Barbuda, dans les Caraïbes, dans une famille de sept enfants, descendants d'esclaves.

Cet héritage, a-t-il ajouté, fut présent, hier, lorsqu'il a honoré la mémoire des victimes de la traite transatlantique des esclaves, un voyage qui a commencé il y a des siècles, dans une ère de cruauté et d'inhumanité innommables. « Nous venons de nations petites et grandes: certaines sans littoral et d'autres entourées d'eau; certaines prospères et d'autres luttant pour se développer, mais nous vivons tous dans un monde où le changement constant est la norme », a-t-il déclaré.

Ce rassemblement annuel de dirigeants et de dignitaires du monde ne devrait pas être considéré comme une routine ou une tradition de plus du mois de septembre. Au contraire, a-t-il affirmé, il devrait contribuer à un objectif plus important et plus large: « nous engager à nouveau ainsi que nos pays en faveur des idéaux nobles qui sont au cœur de notre Organisation ».

« Dans ce monde, a-t-il poursuivi, nous voyons monter les extrémismes ethniques et religieux, s'accroître les inégalités entre les sexes, se multiplier les révoltes et les tensions politiques, s'aggraver les inégalités socioéconomiques. Nous voyons des femmes mourir en couche; des filles mariées avant leur dixième année; et des jeunes qui n'osent pas rêver de l'avenir car ils savent trop bien qu'ils n'en n'auront sans doute aucun. »

Un multilatéralisme efficace exige une détermination farouche et une volonté de négocier et de travailler de façon coopérative, surtout si l'on veut évoluer vers un consensus large et durable. M. Ashe a également mis l'accent sur la nécessité d'entreprendre un examen franc et sincère des activités de l'Assemblée générale. Il est temps, a-t-il estimé, que les efforts visant à réformer et à revitaliser l'Organisation trouvent un nouvel élan.

Aucun homme n'est une île, a lancé le Président de l'Assemblée générale. « Nous devons compter les uns sur les autres si nous voulons progresser efficacement », a-t-il dit, appelant « à commencer par un examen des attitudes que nous adoptons au sein de cette instance ». « Aucun État ne peut contourner les principes de la Charte des Nations Unies sans nuire gravement au tissu de l'Organisation. »

M. Ashe a expliqué que la définition du programme de développement pour l'après-2015 était essentielle à l'ensemble des travaux et à l'efficacité à long terme des Nations Unies, et, a-t-il dit, c'est la raison pour laquelle, il a choisi comme thème de la soixante-huitième session: « Le programme de développement pour l'après-2015: préparer le terrain ».

Le Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale a invité les dirigeants du monde à réaffirmer leur conviction à l'égard des principes de la Charte et des valeurs de la coopération internationale pour le bien de tous. « Réengageons-nous sur la voie de la protection de la planète et garantissons la paix, la prospérité et la dignité à tous ceux qui l'habitent », a conclu M. Ashe.

## **Débat général**

Mme DILMA ROUSSEFF, Présidente du Brésil, a d'emblée condamné les attaques terroristes commises à Nairobi, au Kenya, et présenté ses condoléances aux familles des victimes. Elle s'est ensuite attardée sur les révélations qui se sont fait jour au sujet d'un « réseau mondial d'espionnage électronique » qui, a-t-elle affirmé, a provoqué indignation et rejet dans le monde. Elle a indiqué que la situation était encore plus sérieuse au Brésil où, a-t-elle dénoncé, des données personnelles ont été interceptées sans distinction. Du côté du secteur privé, des informations à haute valeur économique et stratégique ont été au centre de l'espionnage. Même les communications des Missions diplomatiques du Brésil ont été interceptées sans oublier le Cabinet de la présidence.

Une telle intrusion dans les affaires internes d'un pays constitue une violation du droit international et un affront aux principes qui doivent guider les relations entre États, en particulier des pays amis. Un État souverain ne peut se consolider au détriment d'autres tout aussi souverains, a-t-elle tancé. Le droit à la sécurité des citoyens d'un pays ne peut en aucun cas être garanti par la violation des droits fondamentaux des citoyens d'autres pays.

L'argument selon lequel l'interception illégale d'informations a pour but de protéger les pays contre le terrorisme n'est pas acceptable, a tranché la Présidente brésilienne. « Le Brésil, Monsieur le Président, sait comment se protéger. Il rejette et combat les groupes terroristes. » Le Brésil est un pays démocratique, entouré par des pays démocratiques, pacifiques et respectueux du droit international. Le Brésil vit en paix avec ses voisins depuis 140 ans, a argué la Présidente.

Comme beaucoup de pays latino-américains, le Brésil a combattu l'autoritarisme et la censure et ne peut que défendre, sans équivoque, le droit à la vie privée des citoyens et sa souveraineté. Nous faisons face, a poursuivi la Présidente, à une grave violation des droits de l'homme et des libertés, à une invasion de la sphère privée et à un mépris de la souveraineté nationale. Nous exprimons au Gouvernement américain notre désapprobation et avons d'ailleurs demandé des explications, des excuses et la garantie que de telles procédures n'aurent plus jamais lieu, a rappelé Mme Rousseff.

Le problème, a-t-elle estimé, va bien au-delà des relations bilatérales. Les technologies de l'information et de la communication ne sauraient être « le nouveau champ de bataille » entre États. Elle a annoncé que le Brésil présentera une proposition sur la création d'un cadre multilatéral civil de la gouvernance et de l'usage de l'Internet, afin d'assurer la protection effective des données qui transitent par le Web.

La Présidente du Brésil a ensuite tourné son attention sur le programme de développement pour l'après-2015 et a appelé les États Membres à se concentrer sur les résultats de la Conférence « Rio+20 », rappelant notamment qu'une des avancées majeures prises à Rio avait été de placer la pauvreté au centre du programme de développement durable. Elle a fait observer que les manifestations qu'avait connues le Brésil au mois de juin dernier étaient une « partie inséparable du développement de notre démocratie et du changement social ».

Les gens ne manifestaient pas pour un retour au passé mais pour plus de progrès vers un avenir de droits, de participation et d'acquis sociaux. C'est la raison pour laquelle, le

Gouvernement a lancé cinq pactes majeurs concernant la lutte contre la corruption et les réformes politiques, la mobilité urbaine, l'éducation, la santé et enfin, la responsabilité fiscale.

Évoquant la situation économique mondiale, la Présidente du Brésil a prévenu que les pays émergents ne peuvent seuls garantir la reprise de la croissance mondiale. Il faut une « action coordonnée » pour réduire le chômage et rétablir « l'élan du commerce international ». Mme Rousseff a appuyé le processus de réforme du Fonds monétaire international (FMI), jugeant notamment nécessaire que la gouvernance de celui-ci sache refléter « le poids des pays émergents et en développement dans l'économie mondiale ».

Mme Rousseff a aussi voulu que l'on évite « l'échec collectif » en parvenant en 2015 sans un Conseil de sécurité capable d'assumer pleinement ses responsabilités dans le monde actuel. La représentativité limitée du Conseil est une source de graves préoccupations, pointant du doigt « les difficultés immenses » à trouver une solution à la crise syrienne et la paralysie face au conflit israélo-palestinien. S'agissant de la Syrie, elle s'est félicitée de l'accord conclu entre les États-Unis et la Fédération Russie sur l'élimination des armes chimiques syriennes. Quelles que soient les conditions, a-t-elle prévenu, nous rejetons les interventions unilatérales contraires au droit international et sans l'autorisation du Conseil de sécurité.

M. BARACK OBAMA, Président des États-Unis, a énuméré les progrès face à la crise économique, et à la situation en Iraq et en Afghanistan. Il n'a pas oublié de dire que son pays a commencé à réexaminer la manière dont il collecte les renseignements pour préserver l'équilibre entre les préoccupations légitimes de ses citoyens et de ses alliés et, le respect de la vie privée.

Grâce à tous ces progrès, a dit M. Obama, « le monde est plus stable qu'il y a cinq ans ». Mais le danger demeure, a-t-il prévenu, en rappelant les attaques terroristes au Kenya, au Pakistan, la menace que continue de représenter Al-Qaïda, « les convulsions » en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

S'attardant sur la situation en Syrie, le Président a estimé que la communauté internationale doit d'abord et avant tout faire respecter l'interdiction des armes chimiques. Quand, s'est-il expliqué, j'ai déclaré ma disposition à ordonner des frappes ciblées contre le régime syrien pour riposter contre l'utilisation d'armes chimiques, je ne l'ai pas fait à la légère mais je l'ai fait convaincu qu'il est de l'intérêt des États-Unis et de la communauté internationale de faire respecter une interdiction dont les origines sont bien plus anciennes que l'ONU elle-même.

Les preuves sont « accablantes » sur le fait que le régime Assad a utilisé des armes chimiques le 21 août, a poursuivi le Président des États-Unis, en invoquant le rapport de la mission d'enquête. Le Président s'est dit conscient que beaucoup ont douté de la légitimité d'une frappe, même limitée, sans un mandat clair du Conseil de sécurité. Mais, a-t-il dit, sans une menace militaire crédible, le Conseil n'aurait montré aucune volonté d'agir.

M. Obama a confié, dans les discussions qu'il a eues avec le Président Poutine, cette dernière année, que sa préférence a toujours été la diplomatie. Il a ainsi rappelé que ces dernières semaines, son pays, la Fédération de Russie et d'autres alliés, ont conclu un Accord, à l'issue duquel la Syrie a donné, comme mesure préalable, la liste de ses stocks d'armes chimiques. Maintenant, a-t-il tranché, il faut une résolution forte du Conseil pour veiller à ce que le régime Assad respecte bien ses engagements et pour prévoir des conséquences s'il ne le fait pas. Un accord sur les armes chimiques pourrait galvaniser un effort diplomatique plus large pour un règlement politique de la crise syrienne. Je ne crois pas, a-t-il affirmé, qu'une action militaire de ceux qui sont en Syrie ou des puissances étrangères peut amener à une paix durable.

Je ne crois pas non plus, a-t-il poursuivi, que les États-Unis ou tout autre pays doit choisir le prochain leader de la Syrie. Toutefois, a-t-il souligné, un leader qui assassine ses citoyens et répand sur des enfants des gaz mortels peut recouvrer la légitimité de diriger un pays profondément divisé. Il est temps, a-t-il dit, que la Fédération de Russie et l'Iran réalisent que leur insistance sur le rôle d'Assad mènera inévitablement à ce qu'ils craignent à savoir faire de la place aux extrémistes. Dans le même temps, a-t-il concédé, ceux d'entre-nous qui appuyons l'opposition modérée doivent la persuader que le peuple syrien ne peut s'offrir l'effondrement de ses institutions publiques et qu'un règlement politique ne peut être atteint sans une réponse aux craintes légitimes s'agissant des Alaouites et autres minorités.

Le Président a annoncé que son gouvernement s'est engagé à verser une autre somme de 340 millions de dollars pour appuyer l'aide humanitaire en Syrie, mais, a-t-il prévenu, aucune aide ne saurait remplacer un règlement politique qui offre aux Syriens la chance de reconstruire leur pays.

La situation en Syrie, a constaté le Président, témoigne d'une contradiction qui persiste, dans la région, depuis une décennie: les États-Unis sont accusés de vouloir s'ingérer dans les affaires régionales et d'avoir la main haute sur tous les complots. Mais on les accuse aussi dans le même temps, de ne rien faire pour résoudre les problèmes de la région et de montrer de l'indifférence face aux souffrances des musulmans.

Cette contradiction, a fait observer le Président, a un impact direct sur l'appui des Américains à l'implication de leur pays dans la région et permet aux leaders régionaux mais aussi à la communauté internationale d'éviter de résoudre eux-mêmes les problèmes difficiles. Les États-Unis, a affirmé le Président, sont prêts à utiliser tout ce qui est en leurs pouvoirs, « y compris la force militaire », pour protéger leurs intérêts dans la région, qu'il s'agisse d'une réponse à l'agression, de l'accès à l'énergie, de la lutte contre le terrorisme, du démantèlement des armes de destruction massive ou de la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du libre-échange.

Mais, a reconnu le Président, ces objectifs ne peuvent être atteints par la l'action unilatérale, soit-elle militaire. Les États-Unis, a-t-il dit, vont concentrer leurs efforts diplomatiques sur deux questions: le nucléaire iranien et le conflit arabo-israélien. Si on parvient à régler le problème du programme nucléaire iranien, il sera possible, a prédit le Président, de faire un grand pas vers des relations différentes entre les États-Unis et l'Iran, des relations fondées sur les intérêts et le respect mutuels.

M. Obama s'est félicité de la fatwa que vient d'édicter le Guide suprême iranien contre la production d'armes nucléaires. Mais les actes doivent suivre la parole, a-t-il prévenu. Compte tenu de la bonne volonté affichée par le nouveau Président iranien, M. Obama a dit avoir demandé à son Secrétaire d'État de continuer à dialoguer avec Téhéran, convaincu que la voie diplomatique doit être explorée.

S'agissant du conflit israélo-palestinien, M. Obama l'a répété clairement: les États-Unis ne reviendront jamais sur leur engagement en faveur de la sécurité d'Israël ni sur son appui à son existence comme État juif. Les États-Unis sont tout aussi convaincus du droit des Palestiniens de vivre dans la sécurité et la dignité dans leur propre État. Compte tenu du retour des dirigeants palestiniens et israéliens à la table des négociations, le Président a appelé les amis d'Israël à reconnaître que la sécurité d'Israël dépend de la création d'un État palestinien. Aux États arabes et autres partisans de la cause palestinienne, M. Obama a dit qu'il faut aussi reconnaître que la stabilité ne viendra que de la solution à deux États et d'un État d'Israël vivant en toute sécurité. La paix serait l'arme la plus puissante pour défaire les extrémismes, a-t-il insisté.

Venant à la crise en Égypte dont le Gouvernement provisoire « a pris des décisions pas tout à fait conformes à une démocratie inclusive », M. Obama a dit qu'il a refusé de prendre parti pour l'une ou l'autre pendant les manifestations qui ont conduit au départ du Président Morsi. Aujourd'hui, il a dit que l'appui américain dépendra des progrès de l'Égypte sur une voie plus démocratique.

Nous ne cesserons jamais d'appuyer les principes conformes à nos idéaux et rejetterons la notion selon laquelle ces principes ne sont que des exportations occidentales incompatibles avec le monde musulman ou arabe. Le danger n'est pas une Amérique impatiente de s'ingérer dans les affaires des autres mais une Amérique qui, après une décennie de guerre, préoccupée, à juste titre, par ses propres problèmes, consciente de l'hostilité née de son engagement dans la région, se désengage, créant ainsi le vide dans un leadership qu'aucune autre nation ne veut assumer.

M. ABDULLAH GÜL, Président de la Turquie, a constaté que les crises les plus profondes de notre époque émergent de conflits internes, conflits qui ont augmenté, tant en termes de fréquence que d'intensité. Ceux-ci, a-t-il dit, sont dus pour une large partie au problème de légitimité politique, qui conduit à ignorer les consentements des gouvernés et à limiter les perspectives d'un ordre interne. Des dirigeants sans légitimité politique partagent une illusion commune: au lieu de lire l'avenir et de mener les transformations, ils pensent pouvoir gagner du temps par des actes irresponsables contre leur propre peuple.

Finalement, ces conflits dégénèrent en guerres civiles, comme la tragédie dont nous sommes témoins en Syrie, a souligné M. Gül, pour qui les actes de ce type de dirigeants ont des conséquences pour la paix et la sécurité au-delà des frontières de leurs pays. Si des dirigeants persistent à définir leur sécurité d'une façon qui inflige l'insécurité à d'autres nations, il ne peut y avoir de sécurité collective, a estimé le Président turc.

Aujourd'hui, a-t-il ajouté, la paix et la sécurité régionales et internationales dépendent du maintien de l'ordre intérieur dans chaque nation. Une véritable paix intérieure est essentielle à la paix et à la stabilité régionale et internationale. C'est un défi, a-t-il précisé, auquel nous continuerons de faire face dans les années qui viennent.

M. Gül a mis l'accent sur la nécessité de compter sur une Organisation des Nations Unies forte, efficace et crédible, apte à s'adapter aux réalités du monde actuel, capable de prendre des mesures visant à maintenir la paix et la sécurité internationales, à préserver la sécurité, la justice et les droits fondamentaux et les libertés des individus. Nous avons besoin d'un Conseil de sécurité véritablement démocratique, représentatif, efficace et comptable de ses actes.

Le Chef de l'État turc a salué et appuyé fermement l'accord russo-américain visant à éliminer l'arsenal d'armes chimiques de la Syrie. Cet accord, a-t-il dit, doit être traduit dans une résolution du Conseil de sécurité tangible.

En tant qu'État voisin de la Syrie, la Turquie souhaite plus que tout une destruction complète et véritable de ces armes. Toutefois, on ne peut oublier que des armes chimiques ont été utilisées contre des civils syriens il y a un mois, les auteurs de ce crime contre l'humanité devant être tenus pour responsables et conduits devant la justice. Il a espéré que cet accord constituera une première étape dans l'établissement d'une architecture de sécurité garantissant l'élimination de toutes les armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Le Président turc a en outre jugé honteux que le Conseil de sécurité n'ait pu assumer sa responsabilité première dans cette situation, regrettant que des divergences politiques, des

équilibres de puissances et des considérations géopolitiques aient prévalu sur l'impératif de mettre un terme à cette tragédie.

Il a souligné, de même, que la poursuite de la crise des réfugiés posait une menace sociale, politique et économique vitale aux nations hôtes.

Une telle tragédie exige, selon lui, un engagement international ferme et totalement déterminé, c'est-à-dire, a-t-il dit, tout ce dont on a manqué depuis le début du conflit. Nous ne pouvons et ne laisserons pas le peuple syrien livré à son sort, a-t-il déclaré, estimant que la tâche de mettre fin à cette situation revenait à la communauté internationale. Il faut, a-t-il ajouté, une stratégie politique menée par les cinq États membres permanents du Conseil de sécurité et les pays voisins de la Syrie.

Par ailleurs, le Président turc a jugé que le déni du droit des Palestiniens à avoir leur propre État n'avait aucune justification sur les plans moral, politique et juridique. Il a souligné qu'en dépit des appels persistants de la communauté internationale, la poursuite de l'expansion des colonies illégales de peuplement sur les terres palestiniennes sapait la perspective d'une solution à deux États. Il s'est ainsi félicité de la reprise des pourparlers entre les parties sous les auspices des États-Unis.

En outre, M. Gül a dit attendre de la communauté internationale qu'elle exhorte les Chypriotes grecs à s'engager dans des négociations axées sur des résultats et en toute bonne foi. Le règlement de la question chypriote est essentiel à la paix et à la stabilité de la région de l'est méditerranéen, a-t-il assuré.

Le Président turc a aussi appelé vivement à la résolution pacifique du conflit au Nagorno-Karabakh et à l'établissement d'une paix durable dans le Caucase fondée sur le principe de l'intégrité territoriale. Il a aussi passé en revue l'action de son pays dans les Balkans, en Afghanistan, en faveur des pays les moins avancés (PMA), avant d'annoncer que la Turquie est candidate à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour 2015-2016.

M. GOODLUCK EBELE JONATHAN, Président du Nigéria, s'est tout d'abord félicité du thème choisi pour cette session. L'année 2015, a-t-il enchaîné, n'est pas un but, mais une étape importante vers un monde « meilleur, plus sûr, plus sain et plus compatissant ». M. Jonathan a signalé que cet objectif revêt une signification particulière en Afrique qui a poursuivi son processus de démocratisation, au cours de la dernière décennie.

Aujourd'hui, s'est-il notamment réjoui, nous avons une Afrique renouvelée qui a su s'éloigner de l'ère des dictatures pour s'acheminer vers une nouvelle aube où les idéaux de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et de la justice commencent à guider les relations entre l'État et la société. Le Président s'est dit convaincu que la démocratie est essentielle à la stabilité nécessaire au programme de développement pour l'après-2015, en Afrique. Une Afrique, a-t-il voulu, qui ne soit non plus une simple destination de l'aide, mais qui soit impliquée dans des échanges mondiaux, constructifs et multisectoriels. M. Jonathan a jugé que pour être « réaliste », le programme pour l'après-2015 doit être appuyé par « un cadre financier robuste ».

S'agissant de la paix et de la sécurité sur son continent, le Président s'est félicité de ce que les dirigeants africains, appuyés par la communauté internationale, aient démontré leur capacité à travailler ensemble pour trouver des solutions à long terme. La dernière élection présidentielle au Mali sonne une nouvelle ère et devrait établir une base solide pour la stabilité de la sous-région.

M. Jonathan a fermement appuyé la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et a fait savoir que le Nigéria avait redoublé d'efforts pour faire face à ce défi. Il a fait observer que le terrorisme et la piraterie sont alimentés par l'accès des acteurs non étatiques à ces armes. « Pour nous en Afrique, ces armes sont des armes de destruction massive! », a-t-il prévenu.

Le Président du Nigéria a poursuivi son intervention en s'inquiétant de la menace du terrorisme qui plane notamment dans la région nord-est de son pays et a tenu à faire part de son appréciation pour l'appui dont lui a fait preuve la communauté internationale en la matière. Il a également dénoncé les attaques terroristes qui viennent d'être commises à Nairobi.

M. Jonathan a ensuite annoncé qu'au mois de juin dernier, à Yaoundé, au Cameroun, les dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ainsi que la Commission du golfe de Guinée avaient défini des mesures pratiques pour faire face collectivement à la menace de la piraterie dans le golfe de Guinée. Il a toutefois fait savoir que ces efforts nécessiteront « sans doute » un plus grand appui de la part des partenaires internationaux.

M. Jonathan n'a pas manqué de réitérer son appel à « la démocratisation du Conseil de sécurité » et de rappeler la candidature de son pays à un siège non permanent pour 2014-2015.

M. SEBASTIÁN PIÑERA ECHEÑIQUE, Président du Chili, s'est surpris qu'alors que nous vivons dans un monde qui subit des transformations « gigantesques », nombreuses sont les organisations internationales qui semblent réticentes à évoluer, perdant ainsi l'occasion d'être acteurs ou leaders du changement et se condamnant à regarder les choses par la fenêtre. Pour mettre en application les principes de la Charte, nous devons, a dit le Président, parfaire nos démocraties et renforcer la participation du citoyen ordinaire mais nous devons aussi, « une fois pour toutes », moderniser nos organisations régionales et internationales et en l'occurrence, le chemin est encore long.

Un bon point de départ, a suggéré le Président, serait une réforme approfondie du Conseil de sécurité. Le Chili, a-t-il rappelé, appuie l'entrée du Brésil, de l'Allemagne, du Japon et de l'Inde parmi les membres permanents du Conseil et la requête de l'Afrique pour une juste représentation. Il a aussi rappelé que son pays appuie l'exclusion du droit de veto en cas de crime contre l'humanité, de crimes de guerre, de génocide, et de nettoyage ethnique. La réforme ne saurait se limiter à l'augmentation du nombre des membres et au changement des méthodes de travail. Il faut, a argué le Président, renoncer à la logique du veto, témoin d'un monde à jamais disparu et opter par la logique des quorums spéciaux, plus conforme au monde du XXI<sup>e</sup> siècle. Le Président en a profité pour rappeler que le Chili est candidat à un siège non permanent du Conseil pour les deux prochaines années.

Fort de son attachement au multilatéralisme, M. Piñera Echeñique a réitéré son appel à la fin de la prolifération des armes nucléaires et au démantèlement de celles qui existent. Le Président a passé en revue l'action de son pays en matière de coopération régionale. Il a ensuite voulu partager les enseignements que son pays a tirés de sa transition vers la démocratie, dont le vingt-cinquième anniversaire sera d'ailleurs célébré le 5 octobre prochain.

Le premier enseignement est qu'aucun conflit, aucun état d'urgence ni aucune révolution politique, économique ou sociale ne saurait justifier le recours à la violence et les abus des droits de l'homme, au risque de tomber dans « un vide moral grave et inacceptable ». Le deuxième enseignement est que les valeurs de démocratie, de paix et d'amitié sont beaucoup plus fragiles qu'on ne le croit et ne devraient donc pas être considérées comme acquises. Le troisième enseignement est qu'il faut, tout en renforçant les institutions démocratiques, promouvoir aussi les politiques économiques et sociales.

Le dernier et quatrième enseignement est que « le passé c'est l'histoire ». On peut en discuter, l'interpréter et s'en souvenir mais on ne peut en être prisonnier, s'est expliqué le Président. Quand le présent est dans le passé, la seule chose que nous perdons est l'avenir. Notre génération n'a pas le droit de ressasser les haines, les querelles et les divisions qui ont causé tant de souffrances, il y a 40 ans, a conclu le Président, sans oublier de souligner les succès que son pays a remportés sur les plans politique, économique et social.

M. ROSSEN PLEVNELIEV, Président de la Bulgarie, a estimé que la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) s'apparentait à un travail inachevé. Si beaucoup a été fait dans la lutte mondiale contre la pauvreté et le sous-développement, les progrès sont en revanche demeurés instables et limités, sachant, a-t-il dit, que plus d'un milliard de personnes souffrent toujours de l'extrême pauvreté et de la malnutrition, que des millions d'enfants sont privés d'éducation et d'accès à l'assainissement et que de nombreuses femmes ne peuvent bénéficier des soins de santé de base.

Le Président bulgare a indiqué également que son pays condamnait fermement l'attaque chimique du 21 août dernier en Syrie, l'utilisation de telles armes constituant une violation flagrante du droit international, un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Il existe des preuves solides étayant les accusations contre le régime syrien, a-t-il dit, notant que celui-ci était le seul à posséder les capacités techniques pour mener une opération d'une telle envergure.

Il ne peut y avoir d'impunité pour leurs auteurs, a-t-il déclaré, se félicitant par ailleurs de l'accord entre les États-Unis et la Fédération de Russie portant sur l'élimination de l'arsenal d'armes chimiques syrien.

M. Plevneliev s'est dit aussi encouragé par la reprise des négociations directes entre le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne à l'initiative du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, du Quatuor et des parties concernées. De même s'est-il félicité de la nomination de l'ancien Ministre bulgare des affaires étrangères Nicolay Mladenov comme Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI).

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, le Chef de l'État bulgare a rappelé que son pays, le 18 juillet 2012, avait été victime d'une attaque terroriste qui avait fait six morts, marquant la Bulgarie pour toujours. La lutte contre le terrorisme est une cause commune, la communauté internationale dans son ensemble devant rester unie, a-t-il dit.

M. Plevneliev a expliqué que l'établissement de la confiance, de relations de bon voisinage, de la stabilité et de la sécurité dans le sud-est de l'Europe et dans la région de la mer Noire était au nombre des priorités de la Bulgarie dans le domaine de la coopération régionale. La Bulgarie, a-t-il ajouté, reste fermement engagée à appuyer les efforts de ses partenaires de l'ouest des Balkans pour remplir les critères d'adhésion à l'Union européenne et prendre leur place légitime au sein de la famille européenne unie.

Il a ajouté que son pays, qui sera candidat au Conseil des droits de l'homme pour la période 2019-2021, intensifierait ses efforts en vue de promouvoir les normes les plus élevées des droits de l'homme, tant sur le plan intérieur qu'au niveau international.

Le Président bulgare a par ailleurs plaidé en faveur d'une réforme des Nations Unies afin de rendre l'Organisation plus efficace, plus représentative et plus transparente. L'Assemblée générale doit ainsi, selon lui, être revitalisée, le Conseil économique et social (ECOSOC) renforcé et le Conseil de sécurité conforme aux réalités contemporaines. Il a promis que la Bulgarie serait un partenaire responsable et fiable si elle était élue comme membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2018-2019.

M. ARMANDO EMÍLIO GUEBUZA, Président du Mozambique, a rappelé que son pays a le privilège de faire partie d'un groupe d'États choisis pour mener des consultations nationales sur le programme du développement pour l'après-2015, initiative qui ne peut renforcer l'appropriation nationale. C'est aussi une initiative, a-t-il ajouté, qui offrira aux acteurs sociaux mozambicains de montrer leur vitalité croissante laquelle est la véritable illustration de la consolidation de la gouvernance démocratique et inclusive dans le pays. Il a rappelé que le Mozambique a assumé avec succès la présidence de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Le programme de cette session, a-t-il prévenu, s'articule autour du développement qui ne peut être réalisé que dans un climat de paix et de sécurité. En cherchant des solutions aux conflits dans les différentes parties du monde, l'approche multilatérale basée sur les principes de la Charte doit prévaloir. Dans ce contexte, la réforme du Conseil de sécurité doit se poursuivre pour en faire un organe plus représentatif, plus démocratique, plus crédible, et en conséquence, plus apte à répondre efficacement aux défis actuels.

M. FRANÇOIS HOLLANDE, Président de la France, a affirmé que l'honneur de l'ONU était d'agir là où la liberté des peuples est bafouée, là où les droits fondamentaux sont compromis, là où l'extrémisme met en cause la sécurité internationale. « C'est d'agir pour la paix », a-t-il ajouté, se concentrant sur la Syrie, où « il y a urgence ». Le Chef de l'État français, rappelant que 120 000 personnes sont mortes, dont 90 000 depuis un an, qu'un quart de la population est déplacée et que deux millions de Syriens sont réfugiés, a estimé que le pire avait été atteint le 21 août dernier, à Damas, avec l'utilisation d'armes chimiques contre des civils.

M. Hollande a plaidé pour que le texte du projet de résolution sur la vérification et la destruction des stocks chimiques en Syrie, actuellement discuté au sein du Conseil de sécurité, ouvre la possibilité pour celui-ci de se saisir à tout moment de cette question. De même, selon lui, la résolution doit prévoir des mesures sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies en cas de non-respect des engagements syriens. Enfin, la troisième exigence de la France est que ceux qui ont commis ces crimes doivent être tenus pour responsables devant la justice.

Pour faire cesser cette guerre la plus meurtrière depuis le début de ce siècle, une solution politique s'impose, a-t-il déclaré. Le Président français, pour qui la Conférence Genève II doit se tenir dans les meilleurs délais, a souligné que l'objectif de celle-ci était d'installer un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs dont la mission sera de rétablir la paix civile, de protéger toutes les communautés et d'organiser, le moment venu, des élections.

M. Hollande s'est attaché également à évoquer les « lueurs d'espoir » dans la région, la première d'entre elles étant la reprise de la négociation entre Israéliens et Palestiniens, qui, elle seule, permettra d'aboutir à la paix.

Les déclarations du nouveau Président iranien marquent également une évolution, a constaté le Président français, estimant néanmoins que ses mots devaient se traduire en actes, en particulier sur le dossier nucléaire. La France, a-t-il dit, attend de l'Iran des gestes concrets qui témoignent que ce pays renonce à son programme nucléaire militaire. M. Hollande a indiqué à cet égard avoir fait le choix d'un dialogue direct avec son homologue iranien Hassan Rohani qui n'exclut pas la fermeté.

S'agissant de l'Afrique, proie du terrorisme comme l'a montré l'attaque barbare de Nairobi, des victoires sont possibles, a jugé le Président français, citant en particulier le cas du Mali. Néanmoins, la menace continue de peser dans tout le Sahel, ainsi qu'en Libye, où les armes circulent et où des groupes terroristes ont trouvé refuge, a-t-il observé.

En République centrafricaine, où le chaos s'est installé, une résolution du Conseil de sécurité doit donner mandat et accorder les moyens logistiques et financiers à une force africaine dont la première mission sera de rétablir la stabilité, a-t-il proposé.

En République démocratique du Congo (RDC), il est impératif, selon lui, de continuer à renforcer la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et faire appliquer l'accord d'Addis-Abeba par toutes les parties et éviter toute interférence.

Pour que la communauté internationale puisse aider les pays africains à se protéger, la France organisera à la fin de l'année un sommet pour la paix et la sécurité en Afrique. L'Europe sera présente pour permettre l'encadrement et la formation des armées africaines et pour lutter contre la piraterie et contre le trafic de drogues, a-t-il déclaré.

En matière de développement, M. Hollande a affirmé que la France, avec l'Europe, militait pour l'introduction de financements innovants. Son pays, a-t-il rappelé, a ainsi mis en place la taxe sur les billets d'avion, qui bénéficie à UNITAID et rapporte un milliard d'euros depuis 2006 et a instauré une taxe sur les transactions financières, décidant d'affecter 10% de ses recettes à des actions dans le domaine de la santé, de l'accès à l'eau et à des énergies renouvelables. Le Président français a également mis l'accent sur l'enjeu majeur que constitue la lutte contre le réchauffement climatique, ajoutant que son pays était prêt à accueillir en 2015 la Conférence mondiale sur le climat.

Enfin, M. Hollande a proposé un code de bonne conduite aux membres permanents du Conseil de sécurité pour qu'en cas de crime de masse ils renoncent collectivement à leur droit de veto. Il a, de même, souhaité que les pouvoirs d'enquête du Secrétaire général soient renforcés.

Le Roi ABDULLAH II BIN AL HUSSEIN (Jordanie) a indiqué que le Moyen-Orient pouvait et devait être la demeure de la paix et de la prospérité. « Mais nous ne pouvons ignorer les feux qui consomment notre région », a-t-il ajouté, en qualifiant la crise syrienne de catastrophe humanitaire et sécuritaire mondiale. Déplorant l'afflux d'extrémistes en Syrie qui s'emploient à souffler sur les braises des divisions ethniques et religieuses, le Roi de Jordanie a souligné le devoir qui incombe à la communauté internationale de s'opposer à ces forces destructrices.

Le Roi Abdullah II a ensuite rappelé que son pays avait accueilli le mois dernier une centaine de spécialistes éminents de l'Islam qui ont souligné les véritables enseignements de cette religion, notamment que tout État islamique moderne devait être pourvu d'une constitution inclusive basée sur l'état de droit, la justice, la liberté d'expression et de croyance. L'État islamique moderne doit promouvoir l'égalité au bénéfice de toutes les composantes d'une société, a poursuivi le Roi jordanien, avant de condamner toute incitation à la haine ethnique et confessionnelle (fitna) et de qualifier ces incitations de menace pour le monde musulman et l'humanité tout entière. « La Jordanie a appelé l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à adopter ces principes qui sont essentiels pour guider la région dans cette époque de turbulences et de transformations », a-t-il affirmé.

Le Roi Abdullah II a indiqué que les communautés arabes chrétiennes étaient une composante essentielle du passé, du présent et du futur de la région. « La Jordanie a été un exemple historique de coexistence pacifique et de fraternité entre musulmans et chrétiens », a-t-il poursuivi, avant de faire part de sa volonté de continuer de protéger les minorités arabes chrétiennes et d'exhorter tous les pays à en faire de même. « La Jordanie cherche à bâtir un futur qui soit une demeure ouverte à tous », a-t-il lancé.

Abordant de nouveau la crise en Syrie, le Chef d'État jordanien a estimé que le moment était venu d'accélérer une transition politique dans ce pays, et ce afin de mettre un terme au bain

de sang, de neutraliser la menace des armes chimiques, de restaurer la paix et la stabilité, de préserver l'unité et l'intégrité territoriale du pays et d'engager tous les Syriens à bâtir le futur de leur pays. Il a indiqué que les réfugiés syriens en Jordanie représentaient déjà un dixième de la population du royaume. « Nous parlons ici de personnes qui ont besoin de nourriture, d'eau, d'abri, de structures d'assainissement, d'électricité et de bien plus », a-t-il souligné, ajoutant que même les économies les plus robustes ne pourraient faire face à un tel défi. « On ne peut demander aux seuls Jordaniens de supporter le fardeau de ce qui est un défi régional et global », a-t-il affirmé, avant d'indiquer que la communauté internationale devait renforcer son soutien.

Concernant la reprise des pourparlers de paix israélo-palestiniens en juillet dernier, le Roi Abdullah II a exhorté les parties à parvenir à un accord dans le respect du calendrier des négociations et à s'abstenir de toute action susceptible de faire dérailler un processus qu'il a qualifié de fragile, telle que la poursuite de la colonisation et la prise de décision unilatérale modifiant l'équilibre confessionnel à Jérusalem-Est. « Une solution politique à deux États, basée notamment sur l'Initiative de paix arabe, permettrait à Israël de bénéficier d'une sécurité durable tout en normalisant ses relations avec 57 pays arabes et musulmans et au peuple palestinien de disposer d'un État indépendant et viable, selon les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale », a conclu le Roi de Jordanie.

M. IVAN GAŠPAROVIČ, Président de la Slovaquie, a estimé que le monde vit un moment de changements controversés, d'opportunités nouvelles et de défis sans précédent, et a relevé que ce qui paraît cependant inchangé est le pouvoir de nos efforts communs et de la coopération. « Le temps est venu d'apprendre à respecter notre diversité et devenir les vraies Nations Unies », a plaidé le Président. Il a indiqué que le conflit syrien est une menace pour toute la région, et a dit son inquiétude face à l'incapacité du Conseil de sécurité de prendre une décision sur la question. Il a en outre noté qu'en considérant les conséquences potentielles d'une intervention armée en Syrie, il apparaît clair que la seule bonne solution au conflit est la voie diplomatique. Il a condamné l'usage d'armes chimiques qu'il a taxé de crime contre l'humanité et a souhaité que les auteurs soient traduits devant la Cour pénale internationale (CPI).

Le Président a relevé l'implication de la Slovaquie dans la résolution des crises humanitaires, notamment en Afghanistan où le pays fournit une assistance à la fois militaire et civile. Il a également souligné le travail de l'ONU dans le pays à travers la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Il a indiqué que la prochaine élection présidentielle constitue une étape majeure dans l'histoire de l'Afghanistan. L'Afghanistan a besoin d'une assistance solide, prévisible et ciblée de la part de ses voisins et de la communauté internationale, a-t-il plaidé. M. Gašparovič a également parlé d'une Afrique avec une forte concentration de conflits. Il a souhaité que la communauté internationale assiste le continent, notamment dans les domaines de la diplomatie préventive et l'appropriation nationale de tous les processus qui y sont engagés. Il a dans cette optique prôné une plus grande coopération entre les Nations Unies et l'Union africaine, ainsi qu'entre l'Union africaine et l'Union européenne.

Il a en outre salué la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens et a dit espérer que les mesures arrêtées précédemment seront mises en œuvre. Il a ensuite noté que le terrorisme demeure l'une des plus sérieuses menaces à la paix et la sécurité et a souhaité que la communauté internationale œuvre à la mise en place d'une convention internationale sur le terrorisme. Il a également relevé qu'un environnement sécurisé et stable ne peut se faire sans le contrôle des armes et sans le désarmement. Il a indiqué que le Traité sur le commerce des armes est là pour démontrer que l'ONU a le potentiel de marquer l'histoire et de contribuer de manière significative au renforcement de la sécurité mondiale. Il a aussi plaidé pour l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le Président a mis l'accent sur le fait que le renforcement de la sécurité, dans les sociétés postconflit, passe aussi par la mise en place de l'état de droit. Il a précisé que la paix

durable requiert le respect de la liberté, de l'état de droit et des droits de l'homme. « La culture de l'impunité n'a pas de place dans le monde d'aujourd'hui », a-t-il indiqué. Il a, de ce fait, invité tous les États Membres à mettre fin à l'impunité en adhérant au Statut de Rome et ses amendements.

M. Gašparovič a souligné le lien entre paix, sécurité, développement social et économique et respect des droits de l'homme. « Assurer le développement durable et la stabilité sociale est, à n'en point douter, la meilleure façon de prévenir les conflits », a prévenu le Président. Il a annoncé que la Slovaquie est devenue membre du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Un statut qui signifie que le pays est passé du stade de pays destinataire de l'aide à celui de donateur. Il a ainsi expliqué que la Slovaquie concentre ses efforts dans l'éradication de la pauvreté en facilitant l'accès aux soins de santé, à l'éducation et en renforçant l'autonomisation de la femme et des jeunes gens des pays membres du Partenariat euro-méditerranéen, de l'ouest des Balkans entre autres. Il a enfin relevé qu'afin de mener à bien toutes les tâches qui lui sont dévolues, l'ONU doit être forte, inclusive et ouverte.

M. JUAN MANUEL SANTOS CALDERÓN, Président de la Colombie, a déclaré que son pays fait « beaucoup, beaucoup » en plein milieu d'une « confrontation » mais « imaginez ce qu'elle aurait pu faire sans ». Le Président a évoqué plusieurs fois dans son intervention, le nom de Maria Zabala qui, après avoir perdu un mari des mains d'un groupe armé illégal et réussi de justesse à fuir avec ses enfants en bas-âge, est devenue aujourd'hui un leader courageux des victimes acquises à la recherche de la paix. En tant que Chef du Gouvernement, a confié le Président, il aurait pu laisser le conflit irrésolu parce qu'il est toujours plus facile de faire la guerre que de rechercher la paix. « Cela aurait été plus facile mais pas responsable » ni pour le pays et son peuple, ni pour l'Amérique latine, encore moins pour le monde et surtout pas « pour ma conscience ».

Le Président a espéré que « la guérilla » a compris que le temps est venu de laisser derrière soi les 50 années de confrontation, de changer les balles en bulletins de vote, les armes en arguments, et de continuer sa lutte, mais dans la démocratie ».

Le Président a rappelé que son gouvernement a fait la promotion d'une loi « ambitieuse » pour reconnaître droits et réparation aux victimes du conflit. Nous parviendrons, s'est-il promis, à mettre fin à ce conflit mais attention, cela ne veut pas dire que nous renoncerons à la justice et encore moins à la vérité et à l'indemnisation des victimes. Étant donné que la Colombie est le premier pays à s'engager dans un tel processus depuis l'adoption du Statut de Rome, les autres pourront apprendre de son expérience, a estimé le Président.

Comment mettre fin au conflit, honorer les obligations judiciaires et obtenir réparation pour les victimes? Ce dilemme, a voulu le Président, doit être tranché avec honnêteté et sérieux. La Colombie a adopté une stratégie de justice transitionnelle qui devrait permettre une transition sans heurt vers la paix. Ce que nous voulons des Nations Unies et de la communauté internationale, a-t-il plaidé, c'est qu'elles respectent le droit de la Colombie et le droit de toutes les nations à rechercher la paix.

Nous ne pouvons, a-t-il plaidé, enquêter sur chaque action menée ces 50 dernières années. Nous ne pouvons poursuivre chacun des responsables du conflit parce que nous risquerions d'échouer. Ce que nous pouvons faire, a-t-il encore plaidé, c'est mettre en place une stratégie « réaliste, honnête et transparente » qui respecte au mieux le droit des victimes. Si nous admettons qu'en période de transition, la justice et la lutte contre l'impunité visent à satisfaire les victimes et pas seulement à administrer la justice pénale alors nous pourrions trouver une solution globale pour tous.

La justice doit appuyer et non faire obstacle à la paix, a tranché le Président, qui a ajouté que, dans ce cadre, il ne saurait y avoir d'impunité pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre « commis systématiquement ». La question n'est pas de sacrifier la justice sur l'autel de la paix mais de réaliser la paix avec un maximum de justice.

La « guérilla » doit choisir entre une paix honorable et durable, et la guerre, a lancé le Président en parlant de la fin d'un conflit qui a été alimenté par la drogue laquelle a elle-même alimenté le trafic. C'est pourquoi, a expliqué le Président, la question de la drogue a été inscrite parmi les six points de l'ordre du jour des négociations avec la « guérilla ». L'année dernière, en tant que Présidente du Sommet des Amériques, la Colombie a proposé un débat sur la lutte contre la drogue au niveau international. Les conclusions seront certainement présentées à la session extraordinaire que l'Assemblée a prévue en 2016, a conclu le Président.

CHEIKH TAMIM BIN HAMAD AL-THANI, Émir du Qatar, a mis en exergue les changements historiques qui sont actuellement en cours dans le monde arabe après « l'entrée des peuples sur la scène politique nationale ». Parallèlement, l'impasse caractérise toujours le conflit israélo-palestinien, a-t-il noté, ce qu'il a imputé à l'occupation israélienne des terres palestiniennes et arabes et aux injustices infligées au peuple palestinien, ainsi qu'à l'incapacité de trouver une solution juste et durable à ce conflit conformément à la légalité internationale. Pour lui, il est irraisonnable que les organisations internationales, qui ont été créées pour garantir le droit à l'autodétermination des peuples après les guerres mondiales, n'aient toujours pas été capables de faire quoi que ce soit sur cette « dernière question coloniale au monde ».

Israël devrait savoir que la politique du fait accompli ne peut apporter la paix, a-t-il poursuivi, ajoutant que la vraie paix ne vient que de la coexistence des peuples sur la base du respect mutuel, des relations de bon voisinage et de la prise en compte des intérêts de tous. « La paix que nous voulons est construite sur la dignité, la justice et la légalité internationale ainsi que sur les résolutions pertinentes de l'ONU et sur l'Initiative de paix arabe », a poursuivi l'Émir qui a lancé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il assume sa responsabilité et prenne les décisions qui s'imposent pour mettre un terme aux pratiques israéliennes illégales.

L'Émir a également dénoncé les actions destructives et les massacres horribles du régime syrien contre son peuple. Il a regretté que les responsables de ces crimes, y compris de l'utilisation d'armes chimiques contre le peuple syrien, jouissent de l'impunité. Pour lui, cela remet en cause la crédibilité des mécanismes internationaux des droits de l'homme. La question n'est pas de savoir si la Syrie possède des armes chimiques mais si elle les a utilisées contre son propre peuple, a précisé l'Émir. Il a rappelé que le peuple syrien ne s'est pas soulevé pour que les armes chimiques soient placées sous contrôle international mais pour se débarrasser du despotisme et de la corruption, et mettre fin aux injustices.

L'Émir a condamné l'incapacité du Conseil de sécurité à prendre les mesures qui s'imposent pour venir à bout de l'intransigeance du régime syrien et de son rejet de toute initiative régionale ou internationale. Le processus de prise de décisions au sein du Conseil de sécurité doit changer parce qu'il manque d'objectivité et d'équité. Par conséquent, a dit l'Émir, le Qatar réaffirme l'importance d'accélérer le processus de réforme complet du Conseil de sécurité pour qu'il soit plus à même de faire face objectivement aux défis mondiaux et de répondre aux attentes des peuples. Cela suppose, selon l'Émir, une représentation équitable de la communauté internationale. Un ou deux États ne devraient pas pouvoir prendre en otage tout le Conseil. L'Émir a aussi saisi cette occasion pour appeler ses « frères syriens à s'unifier et à s'engager ensemble dans la transition qui devrait les mener à un système de Gouvernement qui garantisse la liberté et la dignité à tous les Syriens sans discrimination de genre, de nationalité ou de croyance ».

L'Émir a abordé les difficultés rencontrées par les pays du printemps arabe et a expliqué que ces difficultés étaient prévisibles. Il a avoué que ce qui le surprend, c'est que certains

hommes politiques n'aient pas su éviter ces problèmes. « Quiconque connaît la réalité du monde arabe et son contexte historique peut comprendre que ces révolutions sont le fruit d'un long processus historique, à savoir une transformation profonde en faveur de régimes plus justes et de la prise en compte des revendications du peuple, ce qui n'a jamais été facile dans l'histoire de l'humanité », a noté l'Émir qui a appelé à la patience et à la détermination.

Soulignant que dans la plupart des révolutions, on a vu les anciens régimes essayer de les faire avorter, il a expliqué que c'était la raison pour laquelle les personnes plus sages préfèrent que les changements de régime passent par des réformes graduelles et non pas par des révolutions.

Mais, a affirmé l'Émir, le monde arabe ne fera pas marche arrière puisque les peuples sont désormais plus conscients de leurs droits et plus impliqués dans la vie publique.

Pour sa part, le Qatar a toujours voulu jouer un rôle constructif aux plans bilatéral et multilatéral et régional et il espère être un centre de dialogue entre les différentes parties aux conflits sans pour autant devenir lui-même partie à ces conflits, a expliqué l'Émir, qui a dit attendre les résultats de la prochaine conférence de Helsinki qui devrait faciliter la mise en place d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Le Prince ALBERT II (Monaco) a déclaré que c'est dans un contexte international sombre que nous allons définir le programme de développement pour l'après-2015. L'insécurité croissante caractérisée par la fragmentation des sociétés menace les progrès accomplis dans de nombreux domaines et entraîne des instabilités régionales multidimensionnelles susceptibles d'approfondir encore les clivages existants. Les récents attentats perpétrés au Kenya, au Pakistan et en Iraq en sont la choquante illustration. Ils nous rappellent que plusieurs régions du monde sont encore sujettes à des attaques terroristes meurtrières, a-t-il expliqué.

Pour la Syrie, le nombre de civils déplacés ou réfugiés dans les pays limitrophes est consternant. Un nouveau seuil a été franchi avec l'utilisation d'armes chimiques, violation gravissime du droit international que « nous ne pouvons tolérer ». Monaco joint sa voix à ceux qui prônent un règlement politique du conflit à la lumière notamment du récent accord sur le contrôle et la destruction des stocks d'armes chimiques en Syrie. Les responsables de ces actes ne peuvent rester impunis, a dit Le Prince Albert II de Monaco. Il a plaidé à ce que le Comité international de la Croix-Rouge ait accès aux populations dans le besoin et soit assuré de pouvoir conduire ses activités en toute sécurité.

L'évolution des facteurs qui engendrent des situations d'urgence humanitaire suscite en effet que nous examinions les dispositifs d'interventions de l'ONU, a-t-il estimé. Le Bureau des affaires humanitaires doit avoir les moyens et les ressources nécessaires pour exécuter le mandat qui lui a été attribué, a défendu le Prince Albert II de Monaco.

S'agissant des Objectifs du Millénaire pour le développement, la manifestation spéciale qui lui sera consacrée devra être une occasion de réitérer « notre engagement à éliminer la pauvreté et à redoubler d'efforts en vue d'accélérer la marche vers leur réalisation », a-t-il ajouté. Il a dit en outre qu'une politique de coopération internationale doit répondre au plus près aux intérêts des pays les moins avancés (PMA) afin que le cercle vertueux du développement puisse s'enclencher et aboutir à la construction d'un monde plus juste, plus stable et moins inégalitaire. À cet effet, il est urgent d'accélérer la mise en œuvre du plan d'action adopté en 2011 à Istanbul, lors de la quatrième Conférence des Nations Unies.

En ce qui concerne le programme de développement pour l'après-2015, il doit être capable de répondre de manière efficace aux exigences de la nouvelle réalité notamment aux changements climatiques. Il n'y a pas d'autre alternative que de définir un nouveau paradigme

parce qu'au rythme actuel, si nous ne modifions pas nos comportements, l'équivalent de deux globes terrestres serait nécessaire pour prendre en compte les besoins de la population mondiale.

Avant de terminer, le Prince Albert II s'est engagé, à nouveau, à promouvoir le rôle des océans dans la définition du programme de développement pour l'après-2015 et a réitéré son soutien en faveur d'un objectif de développement durable consacré aux océans. « Il me paraît essentiel que la communauté internationale se penche rapidement sur le statut de la mer, et sur l'opportunité de développer la mise en place d'aires marines protégées, en particulier dans les régions polaires », a-t-il conclu.

M. JACOB ZUMA, Président de l'Afrique du Sud, a tout d'abord rendu hommage aux victimes de l'attaque terroriste qui a eu lieu ce week-end au Kenya, avant d'apporter son soutien aux efforts du Kenya et de la communauté internationale pour la stabilisation et la consolidation de la paix en Somalie.

Il a ensuite indiqué que le programme de développement pour l'après-2015 devait prendre en compte les spécificités des pays et s'attacher à éradiquer la pauvreté par le biais du développement économique, du développement social et de la promotion d'un environnement durable.

M. Zuma a ensuite mis en garde contre cette tendance consistant à « renégocier les règles du jeu », mentionnant les préalables qui sont désormais introduits aux efforts de développement et à l'élaboration de partenariats, « barrières non tarifaires considérables », selon lui.

Le Président sud-africain a cité, à cet effet, l'économie verte et la promotion de technologies propres. « Si ces éléments sont importants pour l'Afrique et les pays en développement, la manière dont ils sont élaborés entrave le développement économique », a-t-il affirmé.

Il a ensuite appelé les pays développés du Nord à honorer leurs engagements de consacrer 0,7% de leur PIB à l'aide au développement, avant d'indiquer que, tout en reconnaissant les difficultés économiques rencontrées par lesdits pays du Nord, les investissements en Afrique étaient d'une importance cruciale pour la stabilité dans le monde. « La tendance consistant à déléguer ces responsabilités historiques aux nouvelles économies émergentes du Sud est inacceptable », a martelé M. Zuma.

Le Président sud-africain a ensuite vivement critiqué le caractère non démocratique et injuste de la composition du Conseil de sécurité. « Nous ne pouvons rester tributaires de la volonté d'une minorité non représentative pour tout ce qui concerne les grands défis de la sécurité internationale », a-t-il déclaré, avant de plaider pour une réforme approfondie de cet organe des Nations Unies.

Abordant ensuite la crise en Syrie, M. Zuma a fait part de sa forte conviction que toute transition politique dans ce pays devait résulter de la volonté du peuple syrien et non pas de la force des armes.

Le Président de l'Afrique du Sud a indiqué que l'année prochaine marquera le vingtième anniversaire de l'établissement de la démocratie et de la liberté dans son pays, avant d'indiquer qu'un partenariat fort avec l'ONU était crucial pour le futur de l'Afrique du Sud. Il a ensuite donné des nouvelles de la santé de l'ancien Président du pays, Nelson Mandela, indiquant que ce dernier poursuivait son traitement à son domicile.

Enfin, M. Zuma a exprimé le souhait que les Nations Unies soient en pointe des efforts visant à ce que les peuples de la Palestine et du Sahara occidental puissent exercer leur droit à l'autodétermination, avant d'indiquer que l'Afrique du Sud continuerait de se tenir aux côtés de Cuba afin que ce dernier pays parvienne à sa « libération économique ».

En conclusion, le Président de l'Afrique du Sud a cité certains mots prononcés par Nelson Mandela lors de son investiture en 1994. « Qu'il soit connu de tous que le corps, l'esprit et l'âme de chacun ont été libérés pour leur plein épanouissement ».

M. VIKTOR YANUKOVYCH, Président de l'Ukraine, a, à son tour, estimé que le thème de l'énergie durable dans le programme du développement pour l'après-2015 revêt une importance particulière. Il a souhaité de nouvelles approches innovantes et inclusives pour cette question. Une approche, qui tienne compte de la sécurité et aspects sociaux et environnementaux, faciliterait le développement durable dans les domaines de l'énergie et la sécurité nucléaire. La mise en œuvre des résultats du Sommet de Kiev sur l'utilisation sûre et innovante de l'énergie nucléaire, qui a eu lieu en avril 2011, devrait favoriser cet objectif.

Le Président ukrainien a rappelé que pour avoir vécu l'un des plus terribles accidents nucléaires de l'histoire de l'humanité, son pays était particulièrement sensible aux questions de la sûreté écologique, de la protection de l'environnement et de la gestion durable des ressources en eau. Par conséquent, l'Ukraine encourage les États Membres à intensifier leurs interactions internationales dans le contexte de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et du vingtième anniversaire de la Journée mondiale de l'eau.

Au plan national, l'Ukraine continuera d'œuvrer à la réalisation des OMD a assuré le Président qui a expliqué que le principal catalyseur des progrès dans ce domaine est le programme ambitieux de réformes visant à la fois des transformations sociales et économiques et le renforcement du système démocratique et de l'état de droit. Dans le contexte du développement durable, l'Ukraine considère son aspiration à intégrer l'Europe comme un facteur de développement, a encore expliqué le Président. Il s'est dit convaincu que la signature de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne en novembre prochain représentera un instrument important pour améliorer les conditions de vie des ukrainiens et favoriser la réalisation des OMD.

Évoquant le conflit civil en Syrie, le Président a salué le plan proposé par la Fédération de Russie et les États-Unis. Une telle approche devrait ouvrir la voie, selon lui, à une solution politique et diplomatique en Syrie. Le Président ukrainien a également évoqué la question de la sécurité cybernétique et souhaité des mécanismes internationaux visant à la fois à renforcer le contrôle sur l'utilisation d'Internet à des fins criminelles mais également à des fins plus dangereuses notamment militaires. Pour lui, l'ONU doit être le chef de file dans ce domaine pour veiller à ce que l'Internet reste un espace de liberté au service du bien-être des peuples.

Le Président Yanukovich a conclu en soulignant qu'en se débarrassant du troisième arsenal nucléaire au monde, l'Ukraine a fait une contribution sans précédent au désarmement nucléaire mondial. Compte tenu de l'importance historique de cette question et des développements alarmants dans le domaine de la prolifération nucléaire, l'Ukraine se propose d'organiser un débat thématique au cours de la présente session de l'Assemblée générale qui relancerait notamment le concept des assurances négatives de sécurité.

M. MAHINDA RAJAPAKSA, Président du Sri Lanka, a regretté, que par le passé, des questions d'ordre politique avaient pris le dessus dans les travaux des Nations Unies, au détriment de questions plus fondamentales qui touchent les plus démunis de ce monde. Dans ce contexte, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont apporté un sens réel d'optimisme, a-t-il noté, en saluant les progrès appréciables dans ce domaine même s'ils diffèrent

largement d'un pays à un autre. Pour illustrer son propos, le Président a cité une statistique de la Banque mondiale selon laquelle d'ici à 2015, 40% de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté se trouvera en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, ce qui met un frein à l'optimisme initial et appelle une réaction des Nations Unies qui doivent se pencher, sur les causes de cet échec, a-t-il expliqué.

Sur un plan national, la vision du Président sri-lankais a été de redistribuer les bénéfices de la croissance à toute la population et de combattre les inégalités, l'exclusion sociale et les effets adverses environnementaux. Le succès de cette politique se traduit, selon lui, dans les chiffres, puisque son pays se situait désormais à la 92<sup>e</sup> place sur 187 pays dans l'index du développement humain en 2012, et que l'extrême pauvreté y a baissé de 15,2% à 6,5% en cinq ans. Il a également assuré que l'objectif de l'éducation primaire universelle sera réalisé d'ici à 2015, et que son gouvernement reconnaît le rôle crucial des femmes dans le développement socioéconomique. Allant au-delà de 2015, le Sri Lanka a décidé de donner la priorité aux jeunes dans son programme de développement. D'ailleurs, dès cette année, il accueillera le Forum des jeunes du Commonwealth en novembre et la Conférence mondiale des Nations Unies sur la jeunesse en mai 2014. Le Président Rajapaksa a d'ailleurs lancé un appel aux Nations Unies pour déclarer une journée mondiale des compétences qui servirait à reconnaître l'intérêt du développement des compétences chez les jeunes comme voie de sortie de la pauvreté.

Pour ce qui est du programme de développement pour l'après-2015, il a insisté sur la nécessité que ce processus soit intergouvernemental et conforme aux principes acceptés à Rio+20. À ce titre, il a mis en avant la difficulté des prochaines politiques de développement qui devront trouver un équilibre entre développement économique et protection de l'environnement. Il est par conséquent essentiel que les pays développés honorent les engagements pris et réparent les dommages infligés à l'environnement sur la base du principe de responsabilité commune mais différenciée, a exigé le Président. Il a également défendu l'idée que l'éradication de la pauvreté devait être la priorité du programme pour l'après-2015 ainsi que la promotion de la croissance économique des pays en développement. À ce sujet, il a noté la difficulté de l'équation entre croissance durable et justice sociale qui suppose des investissements conséquents, le renforcement des capacités humaines mais aussi des transferts de technologie.

Pour ce qui est du financement et de la technologie au service, le Sri Lanka soutient l'idée d'un mécanisme de facilitation technologique sous l'égide de l'ONU et appuie les appels à la réforme des institutions financières internationales pour qu'elles tiennent mieux compte de la voix des pays en développement. Le monde a besoin d'un système économique international juste pour relancer les partenariats au développement, à la fois entre États et avec des acteurs non étatiques, a poursuivi le Président qui soutient également le rôle capital de la coopération Sud-Sud qui est appelée à être « un complément de la coopération Nord-Nord ».

Dénonçant la tendance interventionniste « de certains », au nom de la sécurité et des droits de l'homme, le Président a estimé qu'il fallait aujourd'hui se poser la question de savoir si ces mouvements avaient apporté plus de stabilité ou le contraire. Allant plus loin, il a demandé si cela ne portait pas atteinte à l'autorité du Conseil de sécurité. Pour lui, il s'agit de mettre un terme à cette nouvelle tendance, rappelant « que le monde n'avait pas besoin que certains États fassent la police, en particulier lorsque l'ONU a le mandat de veiller à la sécurité internationale par le biais d'accords multilatéraux ». Le Sri Lanka n'est pas non plus partisan de régimes de sanctions économiques et d'embargos unilatéraux parce qu'« ils ne touchent pas uniquement ceux qui sont visés mais également la population tout entière et ce, sans justification ».

Abordant également la situation postconflit dans son propre pays, le Président Rajapaksa s'est dit fier que le Sri Lanka ait réussi à « éradiquer le terrorisme séparatiste » et se soit engagé sur la voie de la réconciliation et du développement. À ce titre, il a évoqué les élections qui ont eu lieu cette semaine dans les provinces du nord et qui ont permis à la population locale d'élire

ses représentants au Conseil provincial. Il revient, selon lui, à la communauté internationale de continuer à apporter son soutien au Sri Lanka pour consolider ces succès.

Mme LAURA CHINCHILLA MIRANDA, Présidente du Costa-Rica, a rappelé qu'une Organisation des Nations Unies efficace et légitime était particulièrement importante pour les pays les plus petits et les plus vulnérables, notamment ceux, comme le Costa-Rica, qui ne disposent pas de forces armées. Elle a ensuite indiqué que son pays avait ratifié en avril dernier le Traité sur le commerce des armes, avant de se féliciter du débat de haut niveau sur le désarmement nucléaire qui doit se tenir dans quelques jours au Siège de l'Organisation.

Abordant la crise en Syrie, Mme Miranda a appelé le Conseil de sécurité à agir de manière décisive afin d'éliminer les armes chimiques, de mettre un terme à la violence et de parvenir à une solution négociée et démocratique au conflit. Elle a aussi souhaité que le Conseil de sécurité renvoie la situation en Syrie à la Cour pénale internationale, avant d'exhorter les cinq membres permanents à ne pas exercer leur droit de veto dans les cas où des crimes contre l'humanité sont commis. « La tragédie en Syrie vient nous rappeler la nécessité d'agir pour la mise en œuvre de la responsabilité de protéger et la promotion de la médiation », a-t-elle affirmé, avant d'appeler tous les États à rejoindre l'initiative, promue notamment par son pays, visant à prévoir des points nationaux focaux pour la prévention des atrocités et la responsabilité de protéger.

La Présidente du Costa-Rica a ensuite vivement critiqué le Gouvernement du Nicaragua pour le non-respect absolu des règles qui permettent la coexistence pacifique entre les nations. « En octobre 2010, les forces du Nicaragua ont occupé une portion du territoire du Costa-Rica », a-t-elle en effet expliqué, ajoutant que le Nicaragua a ensuite ignoré les décisions subséquentes de la Cour internationale de justice prohibant la présence d'éléments nicaraguayens dans les zones disputées. Mme Miranda a également déploré que le Nicaragua vise à étendre les limites de son plateau continental et ait rompu les négociations pour définir des frontières maritimes sûres. « De tels agissements, délibérés et réitérés, ne font que saper le droit international et les objectifs poursuivis par les Nations Unies », a-t-elle martelé.

En ce qui concerne les défis posés par le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée, Mme Miranda a indiqué que son pays avait adopté une approche équilibrée, avec des résultats tangibles puisque le taux d'homicides n'a fait que décroître ces trois dernières années. Elle a ensuite appelé les États de la région, en particulier le Mexique et le Guatemala, à s'atteler à la recherche de réponses plus efficaces contre le trafic de stupéfiants, avant de plaider pour le renforcement de la coopération internationale afin de réduire les flux illégaux d'armes et de fonds.

En conclusion, elle s'est félicitée de l'engagement du Président de l'Assemblée générale de prévoir une participation renforcée de la société civile et des alliances stratégiques multisectorielles lors de l'élaboration du programme de développement au-delà de 2015.

M. HEINZ FISCHER, Président de l'Autriche, a estimé que le Conseil de sécurité des Nations Unies devrait renvoyer la question de la Syrie à la Cour pénale internationale (CPI). Il a prôné une solution politique négociée à la crise syrienne. Saluant par ailleurs la reprise des négociations directes sur le conflit israélo-palestinien, M. Fischer a souhaité qu'une « percée » permette de progresser de façon décisive vers la stabilisation de la région.

Le siège des Nations Unies à Vienne sert de plateforme au débat sur le développement durable, a rappelé le Président de l'Autriche. Le Bureau du Représentant spécial pour l'initiative Énergie durable pour tous y a entamé son travail en juillet dernier. L'Autriche accueille également la nouvelle Académie internationale de lutte contre la corruption.

Le Forum mondial 2013 de l'Alliance des civilisations de l'ONU s'est tenu à Vienne, a ajouté le Président. En novembre 2012, le Centre international du Roi Abdullah Bin Abdulaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel, une initiative conjointe de l'Arabie saoudite, de l'Espagne et de l'Autriche, a été inauguré dans la capitale autrichienne.

En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, l'Autriche a lancé des initiatives ciblées concernant la sécurité des journalistes, la protection des minorités religieuses ou la promotion des droits de l'enfant. M. Fischer a proposé de renforcer les efforts diplomatiques en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort. Il s'est dit préoccupé par les violations des droits de l'homme fondées sur l'orientation sexuelle ou le sexe. « Être menacé de mort parce que l'on est homosexuel est profondément inquiétant », a-t-il déclaré.

Enfin, le Gouvernement autrichien envisage de créer un fonds national d'affectation spéciale pour l'état de droit pour pouvoir offrir une expertise juridique gratuite à la demande des pays en développement. Le système international doit être basé sur l'état de droit et le recours à la force ne doit se faire qu'en cas de légitime défense ou s'il est autorisé par le Conseil de sécurité, a conclu M. Fischer.

M. HORACIO MANUEL CARTES JARA, Président du Paraguay, a fait remarquer qu'il est entré en fonctions il y a moins d'un mois, après avoir remporté les élections libres du 21 avril dernier, au terme d'un long processus de transition vers la démocratie. M. Cartes Jara espère répondre aux aspirations de son peuple et souhaite créer « une terre d'opportunités à la fois pour les Paraguayens et pour les étrangers ».

« Le Paraguay est l'un des trésors les mieux cachés de l'Amérique latine », a assuré le Président. Jugeant qu'il n'est pas normal qu'une nation si riche en ressources soit si pauvre, il a fait de la réduction de la pauvreté et de l'investissement social des priorités. En outre, le Gouvernement vise une « tolérance zéro pour la corruption » et « la fin de l'impunité ».

Le Paraguay est un pays qui se prête aux investissements, a insisté M. Cartes Jara, avec un climat enviable, plus de 90 rivières, un sol fertile, trois centrales hydroélectriques, une population jeune. Le Paraguay promet de garantir la « sécurité juridique » des personnes et de leurs biens, avec des règles claires et transparentes et une administration publique fiable.

Il faut tenir compte des besoins spécifiques des pays en développement sans littoral, a plaidé M. Cartes Jara. Le Paraguay compte bien dépasser ses désavantages géographiques et étendre les moyens de communications dans tout le pays. « Le véritable destin du Paraguay est de devenir une nation prospère », a-t-il dit, avant de reconnaître que l'éducation joue un rôle clef pour développer les opportunités. À cette fin, il a placé un système éducatif efficace et inclusif au cœur de la nouvelle direction qu'il entend imprimer à son pays.

M. ANDRIS BĒRZIŅŠ, Président de la Lettonie, s'est dit convaincu qu'il était essentiel d'assurer au préalable la paix et la sécurité si l'on souhaitait réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Cette observation doit selon lui guider l'action des États Membres pour le programme de développement pour l'après-2015. « L'ONU doit continuer à jouer un rôle de premier plan dans la promotion des moyens pacifiques de résolution des conflits ». Il a par ailleurs évoqué le conflit syrien dans lequel des armes chimiques ont été utilisées le 21 août dernier. Il a opté pour l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité prévoyant un recours au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies dans le cas où la Syrie ne se conformerait pas à l'accord-cadre selon lequel elle doit éliminer son arsenal d'armes chimiques. Toujours sur la question du désarmement, il s'est réjoui du soutien affiché par le Président iranien aux négociations concernant le programme nucléaire de son pays.

Abordant la situation économique mondiale, M. Bērziņš a encouragé les États Membres à investir dans l'éducation des jeunes, seul moyen à ses yeux de pouvoir affronter les défis mondiaux. Son pays, a-t-il poursuivi, est le pays européen dont le taux de croissance est le plus élevé et rejoindra la monnaie unique européenne ainsi que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2014. Il a conclu en rappelant que la Lettonie avait présenté sa candidature pour faire partie, dès l'an prochain, du Conseil des droits de l'homme et du Conseil de sécurité à l'horizon de 2025.

Mme ELLEN JOHNSON-SIRLEAF, Présidente du Libéria, a condamné l'utilisation des armes chimiques en Syrie et partout ailleurs dans le monde, et a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour combattre le fléau du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée, en prenant des mesures concertées. Si elle salue l'avènement d'une révolution de la communication qui a offert des plateformes à un échange plus large de l'information, elle avertit toutefois qu'il ne faut pas que cela devienne un outil au service de la promotion du terrorisme et de la diffusion d'informations irresponsables qui peuvent porter atteinte à la sécurité des pays.

Les progrès en Afrique sont une source de fierté pour Mme Johnson-Sirleaf, qui, à ce titre, a cité un taux de croissance moyen de 5%, la diversification des économies, la maturation des démocraties et le renforcement des instances régionales, sans oublier les indicateurs sociaux comme les taux de scolarisation et d'accès à la santé. Elle a salué aussi les améliorations constantes dans la capacité africaine à régler les conflits à travers ses organisations, comme en témoigne l'intervention au Mali. D'ailleurs, a-t-elle rappelé, le Libéria a contribué avec un contingent à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

La Présidente s'est félicitée en outre de la paix qui caractérise désormais la région des pays du fleuve Mano, centre épique de la guerre, il n'y a pas si longtemps. La consolidation de la stabilité dans cette région a grandement contribué à la transformation nationale grâce à l'intégration régionale, a-t-elle encore expliqué, ajoutant que la nouvelle initiative du bassin du fleuve Mano devrait faciliter davantage la connectivité dans les domaines du transport et de l'énergie.

Consciente de ce qui reste toujours à faire au Libéria, notamment pour venir à bout du déficit des infrastructures énergétiques et de transport, Mme Johnson-Sirleaf a également parlé de la nécessité de consolider la culture de l'intégrité et de la responsabilité dans une société qui reste toujours marquée par des années de conflit. « Il nous faut encore faire beaucoup en termes de réconciliation nationale » au-delà des lois et des politiques adoptées jusque là, a-t-elle reconnu. Malgré une croissance moyenne de 7% et un afflux important d'investissements étrangers directs, en particulier dans le secteur énergétique, Mme Johnson-Sirleaf a souhaité diversifier davantage l'économie libérienne et pousser les réformes pour garantir un partage plus équitable des bénéfices des ressources naturelles.

En tant que membre du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, Mme Johnson-Sirleaf s'est dite heureuse de voir que le Secrétaire général a repris un grand nombre des principes proposés par le Groupe dans son rapport « Une lueur de dignité pour tous ». « Aujourd'hui plus que jamais, nous avons l'opportunité de transformer le monde, de poursuivre un programme qui viendra à bout de la pauvreté tout en sauvegardant la nature pour garantir des ressources naturelles aux générations futures », a-elle affirmé, expliquant que les solutions d'hier ne sont peut-être pas appropriées à la réalité de demain et qu'il faut avoir le courage de prendre des mesures audacieuses. Par conséquent, elle a lancé un appel à cette Assemblée générale pour qu'elle se penche sur les défis de demain, qu'elle sache saisir les nouvelles opportunités et qu'elle s'engage dans un nouveau partenariat mondial pour promouvoir des transformations économiques et sociales en vue de parvenir à une prospérité inclusive.

M. HASSAN ROUHANI, Président de la République islamique d'Iran, a indiqué que le monde d'aujourd'hui était tout à la fois dominé par la peur et par l'espoir. « À côté de la peur de la guerre, de la peur de relations régionales hostiles, de la peur d'affrontements mortels entre identités religieuses, ethniques et nationales, de la peur de l'extrémisme, il y a de nouveaux espoirs », a expliqué le Président iranien, citant notamment l'espoir d'une acceptation universelle de la paix plutôt que de la guerre et l'espoir de la prévalence du dialogue sur le conflit et de la modération sur l'extrémisme.

« Les récentes élections en Iran sont la preuve vivante du choix de la paix, de la raison et de la modération », a-t-il poursuivi, indiquant que l'Iran était un pôle de stabilité dans « un océan d'instabilités régionales ».

M. Rouhani a déclaré que l'ère des jeux à sommes nulles était révolue, et ce, même si un petit nombre d'acteurs préfèrent encore recourir à des mécanismes profondément inefficaces et archaïques pour préserver leur ancienne domination. Critiquant la persistance d'une mentalité issue de la guerre froide et d'une division bipolaire du monde entre « nous les supérieurs » et « eux les vassaux », il a indiqué que la violence stratégique qui se manifeste dans l'empiètement de la marge de manœuvre des acteurs régionaux, les politiques d'endiguement et de changements de régimes fomentés de l'extérieur était extrêmement dangereuse.

Le Président iranien a pourfendu le discours consistant à opposer un centre civilisé à des périphéries qui ne le seraient pas, qualifiant la relation entre les deux pôles d'hégémonique.

« Les discours de propagande islamophobes, iranophobes, hostiles au chiisme, représentent une menace sérieuse pour la paix dans le monde », a-t-il dit, avant de dénoncer les menaces imaginaires, dont la présumée menace iranienne. « L'Iran ne représente nullement une menace pour le monde ou la région », a affirmé M. Rouhani.

Il a ensuite déploré que la Palestine soit toujours occupée, ajoutant que le concept d'apartheid permettait à peine de décrire les crimes et l'agression institutionnalisée dont sont victimes les Palestiniens.

Abordant la situation en Syrie, il a indiqué qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit. « La poursuite de stratégies expansionnistes et d'objectifs visant à altérer l'équilibre régional par le biais d'intermédiaires affiliés ne peuvent être camouflés derrière une rhétorique humanitaire », a-t-il affirmé. Tout en condamnant l'emploi d'armes chimiques, il a indiqué que l'accès à de telles armes par les groupes extrémistes terroristes représentait la plus grande menace pour la région et devait être pris en compte dans toute initiative de désarmement. « La menace illégitime et inefficace d'utiliser la force ou l'emploi actuel de la force ne feront qu'intensifier la violence et aggraver la crise dans la région », a-t-il affirmé.

Le Président iranien a condamné les tirs de drones contre des personnes innocentes au nom de la lutte contre le terrorisme, s'interrogeant tout haut sur les crimes pour lesquels des scientifiques iraniens ont été assassinés.

« Les sanctions injustes, manifestations d'une violence structurelle, sont intrinsèquement inhumaines et frappent les peuples, et non pas les États ou les élites politiques. Ces sanctions sont violentes, qu'elles soient appelées sanctions intelligentes ou non, unilatérales ou multilatérales, elles violent des droits inaliénables, dont le droit à la vie », a-t-il ajouté.

Pointant la lassitude du monde vis-à-vis de la guerre, de la violence et de l'extrémisme, M. Rouhani a indiqué que son pays était convaincu que tous les défis pouvaient être relevés avec succès, et ce, grâce à un alliage d'espoir et de modération. « L'espoir de changement, pour le meilleur, est un concept religieux, inné, universel », a-t-il précisé.

Le Président a indiqué que l'Iran après les dernières élections, et en tant qu'acteur régional, agira de manière responsable dans les domaines de la sécurité nationale et internationale et qu'il se tient prêt à coopérer, bilatéralement et multilatéralement, avec d'autres acteurs responsables. « Nous défendons la paix basée sur la démocratie et le choix des urnes, y compris en Syrie et au Bahreïn », a-t-il affirmé.

Concernant le programme nucléaire iranien, M. Rouhani a mentionné les deux objectifs qui devaient être recherchés de manière inséparable pour parvenir à une solution politique sur ce dossier. Au titre du premier objectif, il a indiqué que ce programme nucléaire devait poursuivre des fins exclusivement pacifiques. « Je le déclare sans ambiguïtés, il s'agit là, et s'agira toujours, de l'objectif de la République islamique d'Iran », a-t-il affirmé, ajoutant que les armes nucléaires et autres armes de destruction massive ne faisaient pas partie de la doctrine de défense de son pays et contredisaient ses convictions religieuses et éthiques.

Au titre du second objectif, il a indiqué que l'acceptation et le respect de la mise en œuvre par l'Iran de son droit à l'enrichissement et à la jouissance d'autres droits nucléaires afférents esquisaient la seule voie pour atteindre le premier objectif. « Il est en conséquence illusoire et extrêmement irréaliste de supposer que le caractère pacifique du programme nucléaire iranien pourra être garanti via l'empêchement de ce programme par des pressions illégitimes », a-t-il affirmé.

« Dans un tel contexte, l'Iran est prêt à s'engager immédiatement dans des pourparlers enserés dans un calendrier défini et visant à l'obtention de résultats afin de construire une confiance mutuelle et de dissiper les incertitudes en toute transparence », a-t-il poursuivi.

Indiquant qu'il ne cherchait pas à accroître les tensions avec les États-Unis, M. Rouhani a espéré que le Président Obama, dont il a écouté attentivement le discours ce matin, s'abstiendra de suivre les intérêts à court terme des groupes de pression qui cherchent à semer la guerre. « Ce faisant, nous pouvons parvenir à un cadre pour aplanir nos différences. »

Enfin, à rebours du discours dominant qui postule que l'option militaire est sur la table, M. Rouhani a indiqué que la paix était à portée de main et soumis à l'attention des Nations Unies le projet WAVE « the World Against Violence and Extremism », le Monde contre la Violence et l'Extrémisme, afin de guider le monde dans la direction de la paix.

Faisant part de son optimisme profond pour le futur, qu'il annonce brillant, le Président iranien a conclu son intervention par un verset du Coran. « Nous avons proclamé dans les Psaumes, après l'avoir proclamé dans la Torah, que mes serviteurs vertueux hériteront de la terre. »

M. ALI BONGO ONDIMBA, Président du Gabon, a avoué que des retards pris dans la réalisation des OMD, son pays tire deux principaux enseignements: l'importance de renforcer la gouvernance et la nécessité d'efforts supplémentaires dans l'éducation et la santé pour rendre la croissance plus équitable et inclusive. Le Gabon, a précisé le Président, souhaite un programme de développement pour l'après-2015, qui accorde une attention aux priorités de l'Afrique, qui intègre les OMD non réalisés dans les futurs objectifs du développement durable et qui prenne en compte des questions spécifiques telles que l'énergie, l'accès à l'eau potable et l'agriculture durable.

L'agenda doit aussi reposer sur un cadre de financement prévisible qui associe les financements publics et privés ainsi que les financements innovants et les partenariats globaux. Cet agenda doit stimuler l'investissement direct et améliorer la part de l'Afrique dans le commerce international. Il doit favoriser la transformation des économies, en vue d'une

croissance durable et inclusive. Cette optique a amené le Gabon, Président en exercice de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), à proposer la création d'un fonds à hauteur de 200 millions de dollars pour la formation et l'emploi des jeunes. Dans le même esprit, lors de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), le Gabon a proposé que, d'ici à 2020, l'Afrique puisse transformer ses matières premières avant de les exporter. Le Gabon transforme déjà 40% de son bois, doublant ainsi l'emploi dans cette filière.

Il faudrait aussi, a ajouté le Président, mieux évaluer et suivre les progrès des pays. Il a donc proposé un indice du développement durable qui combinerait l'indice du développement humain et l'empreinte écologique des pays. Le Président a d'ailleurs soutenu l'initiative du Secrétaire général d'organiser en 2014 un sommet sur le climat. Il a aussi annoncé qu'en marge du débat général, le Gabon tiendra avec l'Allemagne et d'autres États un événement parallèle sur la biodiversité. Le Président a rappelé qu'en mai dernier, à Marrakech, il a proposé la création, au sein de la Banque africaine de développement, d'un fonds spécial qui aiderait au renforcement des capacités africaines et à d'autres actions en matière de biodiversité.

Après avoir annoncé la candidature de son pays au Conseil des droits de l'homme pour l'exercice 2014, le Président a passé en revue les crises qui secouent son continent, non sans rappeler les actions prises contre la criminalité transnationale organisée, le trafic illicite des armes légères et la piraterie dans le golfe de Guinée.

M. ŽELJKO KOMŠIĆ, Président de la Présidence de la Bosnie-Herzégovine, a dit l'objectif de son pays de parvenir à une adhésion à l'Union européenne en développant des institutions respectueuses des principes de l'économie de marché, de la primauté du droit et des droits de l'homme. Il a précisé que la Bosnie-Herzégovine travaillait aussi à remplir les conditions d'une adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et avait entamé la phase de négociation finale d'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Il a aussi mis l'accent sur la position de son pays sur la question des crimes de guerre en insistant sur le fait que la Bosnie-Herzégovine mettra tout en œuvre pour que les personnes accusées de crime de guerre sur son territoire soient jugées par des cours internationales ou nationales. Il a dit que son pays était tourné vers la coopération avec les pays voisins sur la base du respect mutuel et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Il a mis l'accent sur les relations bilatérales de la Bosnie-Herzégovine avec la Croatie qui a gagné une nouvelle dimension depuis son adhésion à l'Union européenne.

Par ailleurs, il a souligné les efforts de la Bosnie pour atteindre les OMD, en citant la mise place de la Stratégie de développement et de la Stratégie de l'intégration sociale. Il a précisé que la Stratégie de lutte contre la pauvreté était déjà mise en œuvre avant de souligner l'importance cruciale de la coopération régionale pour la préparation du cadre de développement durable d'après 2015. En la matière, il a précisé que la Bosnie-Herzégovine, comme l'ensemble des pays des Balkans occidentaux, s'alignait sur les politiques et vues de l'Union européenne. Il a insisté sur le fait que la Bosnie-Herzégovine considérait que le développement durable n'était possible qu'en harmonie avec la nature.

Il a jugé indispensable une réforme du Conseil de sécurité en souhaitant que le Groupe des États d'Europe orientale, dont le nombre a plus que doublé en 20 ans, y dispose d'un siège non permanent supplémentaire. Il a dit que la Bosnie-Herzégovine jouait une part active dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en précisant que son pays participait à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan, ainsi qu'aux missions de maintien de la paix au Libéria, au Soudan du Sud et à Chypre.

M. MICHEL SLEIMAN, Président du Liban, a énuméré les principaux défis auxquels son pays était actuellement contraint de faire face. Le premier défi, a-t-il dit, résulte des répercussions de la crise syrienne sur la sécurité du Liban et son économie. Le territoire libanais a subi des violations et des agressions à partir de territoires syriens frontaliers, une ingérence concomitante avec des explosions terroristes contre des civils.

Cependant, a poursuivi le Chef de l'État libanais, le principal défi, en ampleur et en urgence, et qui prend désormais une dimension existentielle, concerne l'augmentation sans précédent du nombre de réfugiés arrivant de Syrie et dépassant les capacités d'accueil du Liban. En effet, a-t-il dit, le nombre de réfugiés dépasse désormais le quart de la population libanaise, le pays disposant d'une superficie et de ressources restreintes ainsi que d'un équilibre délicat.

M. Sleiman a ainsi réitéré la demande de soutien à la communauté internationale, notamment au sujet des propositions visant à alléger ce lourd fardeau, et qui consistent principalement à fournir les ressources humaines et financières suffisantes pour contenir et gérer la présence des réfugiés et répondre à leurs besoins humanitaires, aménager des structures et des espaces d'accueil à l'intérieur même du territoire syrien, organiser une conférence internationale relative à la question des réfugiés syriens et obtenir le soutien de tous les pays concernés aux travaux du Groupe international de soutien au Liban.

Ces mesures, a-t-il affirmé, sont à prendre dans l'attente d'une solution politique au conflit syrien, qui permettrait aux réfugiés de retourner dans leur pays en toute sécurité et dignité et dans les plus brefs délais.

Quant au défi principal auquel fait face le Liban, il résulte des répercussions du conflit israélo-arabe et de la persistance d'Israël dans son occupation et ses pratiques arbitraires ainsi que dans sa détermination à implanter de plus en plus de colonies illégales et à judaïser Jérusalem, a poursuivi M. Sleiman.

Le Liban, a-t-il dit, appelle à poursuivre la pleine mise en œuvre de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité et à soutenir les efforts en vue d'une solution politique à la crise syrienne de façon à préserver l'unité de la Syrie, les droits de ses citoyens, des différentes composantes de son peuple et de leurs libertés fondamentales.

De même, il a encouragé les pays de la région actuellement en conflit, hors du cadre du conflit israélo-arabe, à faire primer les valeurs de dialogue et de réconciliation. Il a exhorté les pays influents de la région à accepter la nécessité de dissocier le Liban des différents conflits, et a appelé à œuvrer à une solution juste et globale du problème du Moyen-Orient, particulièrement la cause palestinienne, sur la base des décisions internationales, des termes de référence de la Conférence de Madrid et de l'Initiative de paix arabe.

M. UELI MAURER, Président de la Confédération suisse, a axé son discours sur l'égalité des droits entre les êtres humains et les pays. Le monde dans lequel nous vivons, a-t-il dit, connaît de profonds changements, mais nul ne saurait dire s'ils vont dans la bonne direction. C'est à nous d'agir pour qu'il en soit ainsi.

Le Président a rappelé la création du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en 1863 à Genève pour souligner son caractère mondial et son esprit humanitaire. L'activité de la CICR repose sur les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Chaque être humain a la même valeur, a dit le Président qui a aussi souligné la tradition de neutralité de la Suisse depuis plusieurs siècles.

La politique étrangère de la Suisse, a-t-il expliqué, est fondée sur la notion de coexistence pacifique. Grâce à la neutralité, la Suisse entretient des relations avec tous les pays,

ne prend jamais parti et peut proposer son aide ou sa médiation. Ce statut nous permet d'offrir nos bons offices, a-t-il ajouté. Cet engagement impartial repose sur notre conviction qu'il existe des différences entre les habitants de la terre et entre les pays où ils vivent. En outre, la protection des droits de l'homme fait partie intégrante de l'engagement de la Suisse. Ces droits sont l'expression d'obligations internationales et doivent être protégés.

La Suisse est préoccupée par l'ampleur des violences ainsi que par les nombreuses violations des droits de l'homme dans le monde. Le Proche-Orient est le théâtre de conflits qui engendrent des souffrances inacceptables pour les populations concernées. En Syrie, la situation s'est dégradée à tel point que les organisations humanitaires ne parviennent plus à la gérer. Ces violations et abus graves et systématiques du droit international humanitaire et des droits de l'homme ne peuvent en aucun cas être tolérés.

Pour cette raison, en janvier de cette année, la Suisse a demandé, avec 57 autres États, au Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale de la situation en Syrie. S'agissant de l'usage d'armes chimiques, la Suisse salue les récents développements à cet égard. Le Président a appelé les membres du Conseil de sécurité à surmonter leurs divergences et trouver un terrain d'entente.

En ce qui concerne le principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ainsi que celui de l'égalité souveraine de tous les États Membres de l'ONU, le Président s'est demandé si « nous en sommes suffisamment conscients ». « J'ai l'impression que dans le domaine de la politique internationale, on parle beaucoup trop de ce qui devrait exister dans un monde idéal, et trop peu de la réalité. Je ne peux pas m'empêcher de penser qu'une bureaucratie excessive crée une sorte d'univers parallèle, qui en vient à s'isoler toujours davantage », a-t-il dit.

Pour affronter les problèmes globaux, a-t-il expliqué, on ne doit pas seulement mener des discussions générales mais surtout chercher des solutions communes à l'ensemble des parties. L'ONU a été créée pour trouver de telles solutions. Aussi doit-elle fonctionner efficacement, être capable d'innover et conserver sa capacité d'action. C'est seulement ainsi qu'elle pourra faire avancer la question de l'égalité de droits entre les hommes ainsi qu'entre les États.

Le Président a aussi déclaré que certains développements ne sont pas en phase avec ces valeurs communes, en particulier le retour à la politique de puissance. « J'espère que cette regrettable évolution pourra être corrigée. »

Il a également réitéré que les différents pays de cette planète doivent pouvoir choisir librement leur destin, en respectant les autres États et en acceptant les règles de la coexistence pacifique entre les peuples, et ce, sans pour autant renoncer à leurs spécificités. Les problèmes ne sont pas résolus par des « Diktats », mais grâce à des négociations. Des normes et des règles communes –le droit international- existent pour empêcher que s'applique le droit du plus fort. Les principes de souveraineté et d'égalité des droits nous apportent la paix et la stabilité et favorisent les relations amicales entre les peuples, a-t-il encore expliqué.

L'ONU et ses États Membres paraissent souvent indécis lorsqu'il s'agit de défendre les principes à l'origine de sa fondation. « Allons-nous continuer à galvauder nos efforts en nous occupant de questions secondaires? », s'est-il interrogé. En guise de réponse, il a dit que « nous devons agir, ici et maintenant. Nous devons travailler ensemble à l'avènement d'un monde pacifique, dans lequel les êtres humains et les pays bénéficient des mêmes droits et ont tous la même importance. Un monde dans lequel le droit l'emporte sur la force ».

M. JOSÉ MUJICA, Président de l'Uruguay, a présenté les spécificités de son pays qui a longtemps été considéré comme une Suisse de l'Amérique du Sud. Il a présenté les Uruguayens comme des enfants illégitimes de l'empire britannique, qui ont longtemps fait du surplace en pleurant sur le passé lorsque cet empire s'est retiré. « Aujourd'hui nous avons ressurgi dans un monde marqué par la globalisation et tirons des enseignements de nos douleurs », a-t-il dit. « Mon angoisse c'est l'avenir que je ne connaîtrai pas », a-t-il dit en soulignant la tâche urgente de sauvegarder la vie. Le Président de l'Uruguay a dit son souci pour la sauvegarde des cultures originelles écrasées, avant de fustiger le blocus injuste dont est victime Cuba. Il a regretté que les dieux immatériels aient été remplacés par les dieux du marché qui nous donnent l'apparence du bonheur. M. Mujica a fustigé la civilisation du gaspillage et de la consommation en précisant que si tous les êtres vivants consommaient autant que les Américains, il nous faudrait trois planètes pour répondre à nos besoins.

Il est temps aujourd'hui de se battre pour préparer un monde sans frontières a-t-il dit en ajoutant que l'économie globalisée n'a d'autres soucis que de servir les intérêts privés de quelques-uns. Le monde a besoin de clamer et réclamer des règles mondiales qui respectent la vie plutôt que les choses matérielles, a-t-il insisté. Il a appelé à châtier le gaspillage et les spéculations et à encourager la lutte contre la pauvreté. « Notre monde a besoin de moins d'organismes mondiaux, de moins de forums et de moins de conférences qui n'aboutissent à rien », s'est-il impatienté. Nous devons faire appel au monde de la science qui aide l'humanité, a-t-il dit en appelant à une réglementation planétaire capable de sauver l'environnement.

Les guerres et les conflits se poursuivront jusqu'à ce que la nature nous rappelle à l'ordre et que la civilisation soit sur le point de mourir. La crise écologique planétaire est la conséquence du triomphe de l'ambition humaine et de l'égoïsme. Illustrant l'évolution effrénée de la consommation, le Président uruguayen a dit que le PIB mondial a été multiplié par 20 au cours du siècle dernier, alors que la population n'a été multipliée que par 4. Avec une croissance de 12% par an, l'activité commerciale double tous les six ans, a-t-il encore dit en estimant que nous n'avons pas l'intelligence collective nécessaire pour transformer notre société en une société durable.

« Chaque minute, le monde gaspille 2 millions de dollars en armement », a déclaré le Président de l'Uruguay, alors que les moyens consacrés à la santé et à la médecine sont insuffisants. Il a cité les institutions mondiales qui végètent à l'ombre des désaccords des grandes nations qui ne souhaitent que maintenir leur part de pouvoir. Il a appelé à un gouvernement mondial tourné vers la science et non vers les intérêts à court terme. Nos mourrons si nous ne sommes pas capables de comprendre ce qui nous attend, a prédit le Président de l'Uruguay, avant d'ajouter que le devoir biologique de l'humanité est de respecter notre vie qui est un miracle.

M. YOWERI KAGUTA MUSEVENI, Président de l'Ouganda, a rappelé qu'en 2000, les dirigeants du monde étaient réunis au même endroit pour fixer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces objectifs, a-t-il dit, ne peuvent être atteints de façon pérenne sans transformations économiques. Il faut, a ajouté le Président ougandais, construire une nouvelle société composée de la classe moyenne et des travailleurs compétents des sociétés précapitalistes qui caractérisent les pays en développement.

M. Museveni a notamment mis l'accent sur la question des ressources humaines sous-développées en raison du manque d'instruction et de services de santé. Une population illettrée et en mauvaise santé ne peut engendrer la transformation socioéconomique nécessaire, a-t-il souligné. En dépit de certaines erreurs, l'Ouganda a été en mesure de réaliser certains des OMD, tels que l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, l'accès universel à l'éducation primaire, la promotion de la parité hommes-femmes et la réduction de la mortalité infantile.

Le Président ougandais, qui a cité à plusieurs reprises l'Évangile selon Saint Mathieu, a insisté sur l'importance de ne pas relancer de nouvelles tensions mondiales afin de gérer de mauvais éléments. Il a vivement dénoncé ceux qui, a-t-il dit, font fi de la position de l'Union africaine sur les questions concernant le continent africain. La dernière manifestation d'arrogance émane de la Cour pénale internationale (CPI) à l'égard des dirigeants du Kenya. Selon le Chef de l'État ougandais, la CPI, de façon creuse et partielle, a continué de mal gérer des dossiers africains complexes. « C'est inadmissible », a-t-il lancé, ajoutant: « La CPI doit cesser ». M. Museveni a précisé que le Kenya se relevait. « Laissons-le se relever », a-t-il déclaré, insistant sur le fait que la voie de la CPI n'était pas la bonne pour gérer les erreurs du passé.

Mme CRISTINA FERNÁNDEZ DE KIRCHNER, Présidente de l'Argentine, a sympathisé avec les victimes du récent acte de terrorisme à Nairobi, au Kenya « non par pur protocole mais parce que l'Argentine, avec les États-Unis, sont les deux seuls pays du continent américain qui ont été frappés par le terrorisme », a-t-elle précisé. Elle a enchaîné en proposant la réforme du Conseil de sécurité dont le format actuel date de 1945. Il s'agit d'un instrument obsolète pour faire face aux défis du monde actuel, a déclaré la Présidente. Le Conseil l'a montré non seulement avec le conflit en Syrie mais aussi en ce qui concerne la sécurité internationale en général, a-t-elle dénoncé. Elle a ajouté, à ce sujet, qu'elle a pris note des discours prononcés aujourd'hui par le Secrétaire général. « J'ai entendu dire que l'on s'achemine vers l'élimination du droit de veto comme c'est le cas dans les organisations régionales. En tout cas, ce droit de veto est un obstacle à la résolution des conflits d'autant que personne ne sait ce qui se passera dans 10 ou 15 ans », a dit la Présidente.

Toujours sur la Syrie, elle s'est interrogée sur la différence entre une mort par armes conventionnelles et une mort par armes chimiques après 100 000 victimes et deux ans de conflit. L'utilisation des armes chimiques n'est pas une nouveauté, a ajouté la Présidente qui a rappelé les bombes atomiques sur Hiroshima et les bombes aux napalms pendant la guerre du Viet Nam. Elle a aussi ajouté que la paix et la sécurité ne sont pas des notions militaires mais politiques. En tout cas, elle s'est réjouie du fait que « l'on est proche d'un accord sur la Syrie aujourd'hui ».

La Présidente a également évoqué les relations de son pays avec l'Iran. Prenant note des propositions du nouveau Président de ce pays, elle a demandé à ce que les juges argentins puissent se rendre à Téhéran pour entamer les discussions sur le cas des cinq Iraniens accusés par la justice argentine dans l'acte terroriste qui avait eu lieu à Buenos Aires en 1994. Par ailleurs, a-t-elle révélé, l'Argentine a reçu cette année une lettre du Gouvernement de l'Iran l'invitant à des négociations sur ce sujet.

À propos du programme nucléaire de l'Iran, elle a indiqué qu'elle n'y était pas opposée, affirmant le droit de chaque pays à l'énergie nucléaire à des fins civiles. Mais elle a profité de cette occasion pour dénoncer le Royaume-Uni « qui a placé des armes nucléaires dans les îles Malvinas ». Elle a aussi regretté « le refus de ce pays de discuter du problème de ces îles, contrairement à ce que lui demandent les Nations Unies ». Elle a aussi dénoncé « la politique de deux poids, deux mesures en cours à l'ONU ». « Il faut mettre fin à cette politique, a-t-elle demandé, car l'ONU doit agir rigoureusement et de la même manière dans chaque cas, devant les grands et les petits États ».

La Présidente de l'Argentine a également parlé du « nœud gordien au Moyen-Orient qu'est le conflit israélo-palestinien ». Elle a rappelé le droit de la Palestine à l'indépendance et le droit d'Israël à la paix et à la sécurité.

En ce qui concerne la crise financière mondiale, la Présidente a retracé l'histoire récente de son pays avec les institutions financières internationales, avant de demander la mise en place d'une réglementation mondiale de la finance.

Mme JOYCE HILDA MTILA BANDA, Présidente de Malawi, a mis en exergue les changements intervenus dans son pays depuis qu'elle est arrivée au pouvoir en 2012. La stabilité macroéconomique est revenue, l'état de droit est restauré et les droits de l'homme sont respectés. Les devises et le carburant sont de nouveau disponibles, la monnaie nationale est stabilisée, l'inflation diminue et la production industrielle est passée de 30% en 2012, à 75% en 2013. La croissance économique est de 5% cette année contre 1,8% en 2012. En outre, les Malawiens jouissent de la liberté et de leurs droits civiques.

En ce qui concerne les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et le débat sur le programme de développement pour l'après-2015, la Présidente a reconnu qu'ils ont permis de sensibiliser le public au niveau inacceptable de la pauvreté. Le Malawi s'attaque aujourd'hui à 4 objectifs sur les 8: la réduction de la mortalité infantile, la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies, la préservation d'un environnement durable et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. La Présidente a aussi souligné que l'inégalité entre les sexes et le manque d'autonomisation des femmes sont des obstacles communs aux progrès vers la réalisation des OMD. En réaction, le Gouvernement du Malawi a développé un nouveau cadre pour accélérer la réalisation des OMD qui visent notamment à enlever toutes ces barrières en une seule fois.

S'agissant de la préparation du programme de développement pour l'après-2015, le Malawi se sert de son expérience acquise dans la réalisation des OMD, a révélé la Présidente. Premièrement, les efforts vont être concentrés sur l'appropriation nationale du développement. Deuxièmement, les 13 dernières années ont enseigné l'importance de lier les objectifs entre eux. Ceci appelle une approche holistique, a précisé la Présidente. Troisièmement, une volonté politique forte et des partenariats transformationnels ont accéléré la réalisation des objectifs. Enfin, la Présidente a indiqué que chaque pays, chaque continent a un niveau de développement différent. Cette situation met une pression et conduit à des conséquences inattendues. Dans le cas du Malawi, qui dans ses efforts pour atteindre l'éducation pour tous, la qualité de l'enseignement a été compromise.

« En outre, nous savons que pour maximiser nos ressources et nos talents, nous avons besoin de partenariats intelligents », a dit la Présidente. Elle a également insisté sur l'amélioration des revenus des plus pauvres. À cet égard, le Gouvernement du Malawi a noué des partenariats avec le secteur privé, les communautés locales et les partenaires au développement pour trouver des approches novatrices. Le Gouvernement a aussi lancé un programme d'électrification rurale dans le but d'améliorer les activités industrielles et la productivité, en particulier celle du secteur agricole. Le Gouvernement a également mis en œuvre un programme d'investissement et d'épargne pour promouvoir la culture de l'épargne afin d'améliorer les revenus et la création de richesses. Avant de conclure, la Présidente a souligné la nécessité de parvenir à une paix et sécurité globales pour aller vers la réalisation du programme de développement pour l'après-2015.

M. MICHAEL CHILUFYA SATA, Président de la Zambie, a annoncé que la Zambie célébrera l'année prochaine le cinquantième anniversaire de son indépendance. Dans le même temps, elle continue de jouir de la stabilité politique et des principes démocratiques. Ceux-ci sont à la base de la transformation économique et sociale du pays, a déclaré le Président. Avant d'évoquer le programme de développement pour l'après-2015, il a fait part du rapport sur les réalisations de la Zambie qui fait des progrès notables sur les OMD 4 et 5 relatifs à la lutte contre la mortalité infantile et maternelle. La Zambie a aussi fait de grands progrès dans la lutte contre le VIH/sida. Le défi est de garantir l'accès au traitement et aux soins ainsi qu'aux services de protection sociale des personnes vivant avec le virus.

Au plan économique, la Zambie connaît actuellement la stabilité macroéconomique, s'est réjoui le Président avec une croissance économique de 7,3%. « La prévalence de la faim a été

réduite », a annoncé le Président. Mais le Gouvernement fait face à des tâches énormes pour assurer les besoins de base de la population, a-t-il reconnu. Le niveau de pauvreté et le chômage restent un défi. Pour atteindre le premier objectif, le Gouvernement a cessé la subvention des carburants et du maïs. Les services de protection sociale ont aussi été transformés et repositionnés pour plus d'efficacité. En outre, des mesures spécifiques devraient être prises pour promouvoir l'équité et la justice sociale sur le marché de l'emploi. Le Gouvernement appuie aussi les investissements qui créent des emplois stables et concrets et qui aident l'économie à absorber la main-d'œuvre disponible.

S'agissant du programme de développement pour l'après-2015, le Gouvernement de la Zambie croit en l'importance du processus intergouvernemental, a estimé le Président. Il a réitéré la nécessité d'avoir un ensemble unique d'objectifs de développement qui reflètent les priorités du développement durable. À cet effet, il est nécessaire de bâtir un partenariat mondial appuyé par la coopération régionale et internationale, ancré dans la responsabilité mutuelle et renforcé par le partenariat public-privé.

Aussi, la Zambie souhaite-t-elle souligner la nécessité de faire face aux questions relatives aux enfants, y compris l'accès à une éducation de qualité et à des services de santé de qualité. Avant de terminer, le Président de la Zambie a évoqué la revendication de l'Afrique d'être mieux représentée au Conseil. À cet effet, il a réitéré la position de son pays définie dans le Consensus d'Ezulwini.

M. FREDRIK REINFELDT, Premier Ministre de la Suède, s'est félicité des progrès historiques en matière de lutte contre la mortalité infantile, en citant 14 000 décès quotidiens de moins chaque jour parmi les enfants. Le nombre de décès dus au paludisme, à la tuberculose et au VIH/sida ne cesse de baisser et la durée de vie ne cesse d'augmenter, a noté M. Reinfeldt. Dans un plaidoyer optimiste, le Premier Ministre suédois a salué une croissance économique mondiale qui profite de plus en plus aux pays en développement et aux pays à revenu intermédiaire. Dans 10 ans, a-t-il dit, ces pays représenteront la plus grande part de la croissance économique mondiale.

Malgré ces évolutions, M. Reinfeldt a dit que beaucoup restait à faire pour parvenir à la réalisation des OMD. Soulignant les efforts de la Suède, il a précisé que son pays consacrait 1% de son PIB à l'aide au développement. Il a ajouté que la Suède consacrait 1,2 milliard de dollars par an au système des Nations Unies, ce qui faisait de la Suède le deuxième plus important donateur du monde proportionnellement à sa population. Mais au-delà de la réalisation des OMD, le Premier Ministre de la Suède a jugé essentielle la définition d'objectifs de développement solides pour l'après-2015.

Il a jugé urgent de réaliser les objectifs de parité entre les sexes. Illustrant son propos, il a indiqué qu'un milliard de femmes subissaient chaque année des violences physiques ou sexuelles et que 800 femmes décédaient chaque jour de complications liées à la grossesse et à la naissance, lesquelles pouvaient être évitées. Il a noté que, dans de nombreux pays, il est encore impossible aux femmes d'acheter, d'hériter ou de posséder une propriété alors que de nombreuses filles se voient toujours interdites d'accès à l'éducation. Il a dit que l'éducation des filles et des femmes a une conséquence directe sur le développement économique et que l'inclusion des femmes dans les processus de paix rendait cette paix plus facile et plus stable.

M. Reinfeldt a mis l'accent sur l'importance de la démocratie et des droits de l'homme en précisant que la Suède était l'un des principaux donateurs du Bureau de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Il a ajouté que la Suède avait accueilli 16 000 réfugiés syriens cette année. Le Premier Ministre a aussi fustigé le protectionnisme qui augmente les prix et diminue les niveaux de vie. Illustrant son propos, il a indiqué que les gouvernements des pays riches consacraient 350 milliards de dollars à des subventions agricoles. Assez, a-t-il dit pour payer le tour du monde en première classe à leurs 41 millions de vaches laitières, alors que

l'ouverture économique à la concurrence a par exemple permis aux compagnies de téléphone de baisser de 30 à 50% les coûts des appels.

Il a estimé que les deux accords commerciaux négociés actuellement entre les États-Unis et l'Europe et entre les États-Unis, l'Asie et l'Amérique latine couvriront deux tiers du commerce mondial et permettront de créer des emplois et de stimuler la croissance. C'est pourquoi, a-t-il dit, le Suède était l'un des pays de l'Union européenne qui travaillait le plus à la réussite de cet accord transatlantique.

Il a aussi mis l'accent sur les changements climatiques dont les conséquences coûtent de plus en plus de vies. Tout en notant que les émissions de gaz à effet de serre baissent dans l'Union européenne et aux États-Unis, le Premier Ministre a fait observer que le niveau des émissions mondiales ne cesse d'augmenter. Il a précisé que l'Union européenne et les États-Unis qui ne représentaient que 25% des émissions mondiales ne pouvaient régler cette question à eux seuls. Il a jugé obsolètes les structures internationales en charge de la lutte contre les changements climatiques, avant d'appeler à un nouvel accord assurant que les principaux émetteurs s'engagent à contribuer à la réalisation de l'objectif des deux degrés.

\* \*\*\* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel